ELLE DÉCROCHE UN SIÈGE AU CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ (CPS) DE L'UA

L'ALGÉRIE POURSUIT SON OFFENSIVE DIPLOMATIQUE EN AFRIQUE

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION// MERCREDI 16 AVRIL 2025 // N°1053//PRIX 20 DA

ABSENCE DE BARIDIMOB ET DE ECCP SUR GOOGLE PLAY

ALGÉRIE POSTE MET EN GARDE CONTRE LES APPLICATIONS FRAUDULEUSES

P.16

ILS S'ÉTABLISSENT À 4,5 MILLIARDS DE DOLLARS

BOOM DES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN ALGÉRIE

Photo : D.R

Les entreprises chinoises s'engagent à réaliser des investissements directs en Algérie d'une valeur de 4,5 milliards de dollars. Elles ont enregistré, jusqu'au mois de mars dernier, 42 projets, dont la plupart sont des investissements directs dans le secteur industriel.

P.4

SANS ÉGARD POUR LE PEUPLE MALIEN

LES PUTSCHISTES DE BAMAKO MÈNENT UNE POLITIQUE HOSTILE ENVERS L'ALGÉRIE

P.3

COMMUNICATION

MEZIANE À L'ÉCOUTE DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION

P.16

ELLE EXPULSE 12 AGENTS ALGÉRIENS ET RAPPELLE SON AMBASSADEUR

LA FRANCE CHERCHE L'ESCALADE

Le cœur de la discorde semble bien se situer ailleurs, dans l'invocation du droit international et du principe d'inviolabilité des agents diplomatiques, auquel Paris semble avoir dérogé en arrêtant un agent consulaire, pourtant protégé par la Convention de Vienne.

P 2

ELLE EXPULSE 12 AGENTS ALGÉRIENS ET RAPPELLE SON AMBASSADEUR

La France cherche l'escalade

Aïda Mouni

L'Élysée a annoncé hier que douze membres du personnel diplomatique et consulaire algérien en poste en France devront quitter l'Hexagone. Le président Emmanuel Macron a également ordonné le rappel pour consultations de l'ambassadeur de France à Alger, Stéphane Romatet, signe tangible d'une dégradation sérieuse des relations bilatérales. La présidence française dénonce ce qu'elle qualifie de décision « injustifiée » et « incompréhensible », rejetant ainsi la responsabilité de l'escalade sur les autorités algériennes. Pourtant, le cœur de la discorde semble bien se situer ailleurs, dans l'invocation du droit international et du principe d'inviolabilité des agents diplomatiques, auquel Paris semble avoir dérogé en arrêtant un agent consulaire, pourtant protégé par la Convention de Vienne. L'arrestation d'un diplomate en poste est perçue comme un franchissement de ligne rouge, d'autant plus que les justifications avancées par les autorités françaises restent floues. Le profil de la personne ciblée (un influenceur controversé, très actif sur les réseaux sociaux) ajoute à la complexité d'un dossier qui relève autant de la sécurité que de la guerre de l'information. Sur le terrain migratoire, sujet épineux et récurrent, l'Élysée a réitéré ses exigences, appelant Alger à « respecter pleinement ses obligations », notamment en matière de coopération sur les obligations de quitter le territoire français (OQTF). Une insistance qui masque difficilement les propres manquements de Paris dans la gestion d'une immigration postcoloniale dont elle peine à assumer les responsabilités historiques et humaines. L'Algérie ne se contente plus de réagir aux décisions de Paris, elle initie des mesures fortes, assumées, fondées sur une lecture rigoureuse du droit international et sur la volonté de faire respecter ses intérêts.

A. M.

LE QUALIFIANT DE MINISTRE « EN MANQUE DE DISCERNEMENT »

Alger remet Bruno Retailleau à sa place

L'Algérie a décidé l'expulsion de douze agents français en poste à l'ambassade et dans les représentations consulaires françaises sur son territoire. Une mesure qualifiée de « souveraine et proportionnée » par Sofiane Chaib, secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, dans un entretien accordé hier à la télévision publique algérienne.

Aïda Mouni

Cette décision fait suite à l'arrestation, le 8 avril 2025, en pleine voie publique sur le territoire français, d'un agent consulaire algérien officiellement accrédité. Cette arrestation s'est déroulée sans notification diplomatique préalable, en violation flagrante des conventions internationales régissant les immunités et privilèges des agents consulaires. «L'arrestation a eu lieu dans des conditions ostentatoires, sans respecter les canaux diplomatiques habituels », a déclaré Chaib, qualifiant l'incident d'affaire fabriquée reposant sur des prétextes fallacieux. Le téléphone portable de l'agent algérien aurait « borné » à proximité du domicile d'Amir Boukhors, connu sous le pseudonyme Amir DZ, un délinquant notoire. Cet homme affirme avoir été enlevé en 2024 et accuse les services algériens d'être impliqués. Chaib a balayé cette accusation, la qualifiant d'« argument grotesque » utilisé pour perturber une dynamique de réchauffement diplomatique amorcée récemment entre Alger et Paris. Ce nouveau bras de fer intervient moins de deux semaines après la visite à Alger du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, venue concrétiser l'engagement des présidents Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron de relancer les relations bilatérales. Une relance scellée lors d'un échange téléphonique le 31 mars.

Mais la normalisation annoncée a rapidement été remise en cause. Pour Alger, l'arrestation de son agent consulaire n'est pas un fait isolé, mais le symptôme d'une stratégie de torpillage orchestrée depuis le ministère français de l'Intérieur. Le nom de Bruno Retailleau, récemment nommé à ce poste dans le gouvernement de François Bayrou, est explicitement cité. Il est accusé par Chaib et par le ministère algérien des Affaires étrangères d'être le véritable instigateur de cette provocation. Dans un communiqué officiel, le ministère dénonce un « procédé indigne » visant à humilier un État souverain et à remettre en cause les usages diplomatiques établis. L'Algérie estime que les agents expulsés sont directement liés aux services sous tutelle de Retailleau, ce qui explique la nature ciblée de la mesure. Les douze agents français ont été déclarés persona non grata et sommés de quitter le territoire algérien dans un délai de 48 heures.

Le communiqué algérien ne mâche pas ses mots, qualifiant Retailleau de ministre « en quête de barbouzeries à des fins personnelles » et d'homme politique « en manque de discernement ». En ligne de mire, ses ambitions internes, notamment sa course à la tête du parti Les Républicains, et, potentiellement, sa candidature à l'élection présidentielle française de 2027. En France, plusieurs figures politiques, notamment au sein de La France insoumise, ont critiqué la gestion de cette crise. Le député Éric Coquerel a appelé à un « réengagement direct » entre les présidents Tebboune et Macron, exhortant à écarter Retailleau du dossier. Manuel Bompard, coordinateur de LFI, a pour sa part accusé le ministre de l'Intérieur de « manipuler les tensions diplomatiques à des fins partisanes ». Le ton ferme adopté par Alger laisse entendre qu'en cas de nouvelle provocation, la réponse sera tout aussi directe.

A. M.

CONSÉQUENCE DES TENSIONS ENTRE ALGER ET PARIS

Le CREA annule sa rencontre avec le Medef

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a annoncé, hier, l'annulation de sa visite en France et la rencontre prévue avec le Mouvement des entreprises de France (Medef). Cette décision intervient "à la suite d'une mesure prise par les autorités françaises, déconseillant fortement à un dirigeant d'une entreprise française de transport maritime de se rendre en Algérie pour concrétiser un projet d'investissement", a expliqué le Crea dans un communiqué. « Cette annulation provoquée et justifiée par les autorités françaises au motif de la « crise entre les deux pays » contredit les déclarations officielles appelant à l'apaisement et à la normalisation des relations algéro-françaises », a ajouté la même source. L'organisation patronale algérienne, présidée par le Dr Kamel Moula, a estimé qu'« il est paradoxal que les mêmes autorités françaises, qui expriment des préoccupations quant à la participation limitée des entreprises françaises aux appels d'offres internationaux en Algérie, prennent des mesures qui entravent les initiatives d'investissement privées ». Et d'ajouter que « face à cette situation incohérente et aux signaux négatifs adressés aux acteurs économiques algériens, le CREA considère qu'il n'est pas opportun de maintenir sa visite en France ni sa rencontre avec le MEDEF ». L'organisation patronale algérienne "réaffirme son engagement en faveur de partenariats internationaux fondés sur la réciprocité, la transparence et le respect mutuel et demeure mobilisée pour défendre les intérêts de l'économie algérienne et de ses acteurs". Le Conseil du Renouveau économique algérien « réaffirme son engagement en faveur de partenariats internationaux fondés sur la réciprocité, la transparence et le respect mutuel et demeure mobilisé pour défendre les intérêts de l'économie algérienne et de ses acteurs", a conclu le communiqué.

M.M

UNE DÉLÉGATION RUSSE REÇUE AU SIÈGE DU MDN

La coopération militaire au cœur des discussions

Une délégation russe de haut niveau, conduite par Iurii Vallaev, vice-président du Comité russe de défense et de sécurité du groupe d'amitié parlementaire algéro-russe, a été reçue hier par le SG du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Mohamed Salah Benbicha. « Le général-major Mohamed Salah Benbicha, secrétaire général du ministère de la Défense nationale, a reçu hier en audience, au niveau du siège du ministère de la Défense nationale, Iurii Vallaev, vice-président du Comité russe de défense et de sécurité du groupe d'amitié parlementaire algéro-russe, accompagné d'une délégation de haut niveau », a annoncé le MDN, dans un communiqué rendu public hier. « Les deux parties ont tenu des discussions bilatérales en présence du chef du département des Approvisionnements et du directeur des Relations extérieures et de la coopération du ministère de la Défense nationale aux côtés des membres de la délégation russe qui l'accompagne ». La même source a fait savoir que « les discussions ont porté sur les domaines d'intérêt commun, à l'instar de la commission mixte chargée de la coopération militaire et technique. Les deux parties ont également salué l'excellence des relations bilatérales et des mécanismes de concertation et de coopération entre les deux pays ». Le général-major Mohamed Salah Benbicha et son hôte, Iurii Vallaev, « ont échangé des présents symboliques », a signalé le communiqué du MDN.

M.M

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT : **NOURDINE BRAHMI**
DIRECTEUR HONORAIRE: **ZAHIR MEHDAOUI**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION **RABAH YOUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA)
Diffusion: Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

ELLE DÉCROCHE UN SIÈGE AU CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ (CPS) DE L'UA

L'Algérie poursuit son offensive diplomatique en Afrique

L'Algérie a été élue au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) pour un mandat de trois ans, après une victoire méritée lors du troisième tour des élections tenu à Addis-Abeba, en marge de la 24e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'UA, rapporte l'APS.

Hakim H.

L'Algérie a remporté les suffrages du vote grâce aux 34 voix de pays africains qu'elle a convaincus, tandis que la Libye a obtenu 15 voix. Le Maroc s'est retiré de la course avant le début du tour décisif, afin d'éviter une nouvelle défaite devant l'Algérie. L'Algérie a annoncé il y a quelques mois sa candidature officielle à l'adhésion à cet organe central de l'Union africaine. Sa victoire à ce siège important confirme une nouvelle fois son rôle central dans la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent africain, d'autant plus que l'Algérie connaît une dynamique diplomatique avérée sous la conduite du président de la République Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la diplomatie algérienne un acteur central dans les questions régionales. Cette victoire renforce la présence de l'Algérie dans les forums continentaux et réaffirme l'appréciation de ses positions de principe fondées sur le dialogue, la non-ingérence et le règlement pacifique des conflits. En outre, cette victoire souligne non seulement le rôle croissant de l'Algérie dans la diplomatie africaine, mais renforce également sa capacité à influencer les politiques de sécurité continentales pour les trois prochaines années. Dans des déclarations faites il y a des semaines, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a souligné que la candidature de l'Algérie s'inscrit dans le cadre de son engagement résolu à contribuer à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à soutenir les efforts de développement et de stabilité sur le continent. Le CPS, organe décisionnel permanent de l'Union africaine pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits, représente une plateforme essentielle pour la stabilité du continent. La présence de l'Algérie dans cette instance stratégique lui permettra d'influer activement sur les décisions relatives à la paix et à la sécurité en Afrique. Pour rappel, la diplomate algérienne Salma Malika Haddadi a été élue vice-présidente de la Commission de l'Union africaine à la mi-février, avec 33 voix. Elle avait battu le candidat marocain, éliminé au sixième et avant-dernier tour.

H. H.

SANS ÉGARD POUR LE PEUPLE MALIEN

Les putschistes de Bamako mènent une politique hostile envers l'Algérie

Des experts politiques ont été unanimes à dire que la politique hostile menée par le régime putschiste au Mali envers l'Algérie, sans égard pour le peuple malien, est un «acte suicidaire». L'expert et analyste politique Mohamed Khodja a déclaré à l'APS que, face à l'échec cuisant du régime putschiste au Mali, il est désormais évident que Bamako cherche à passer une thèse d'une «absurdité totale», alors même que des forces étrangères et des mercenaires opèrent à l'intérieur du pays.

LA SITUATION AU SAHEL EXPLOITÉE PAR DES PARTIES ÉTRANGÈRES

Mohamed Khodja a attribué cette escalade au rôle joué par les militaires maliens au profit des puissances étrangères qui les manipulent. L'expert, qui est enseignant de sciences politiques à l'université Alger 3, a souligné que le régime putschiste au Mali a échoué dans son entreprise de développement et s'est embourbé dans un cycle d'insécurité et d'instabilité, en quête de tromper l'opinion publique interne. Les liens de l'Algérie avec les peuples de la région sont bien plus solides que le discours hostile de Bamako, a rétorqué Khodja, soulignant que la situation au Sahel est exploitée par des parties étrangères qui s'appuient sur les régimes putschistes pour s'imposer et spolier les richesses de la région.

«Comment le régime putschiste de Bamako peut prétendre au développement, alors qu'il adopte une attitude hostile contre l'Algérie qui lui offre un accès aérien et terrestre ?», s'est-il indigné, qualifiant cette attitude de «suicidaire».

LES PUTSCHISTES AU MALI «S'ADONNENT À UN JEU DANGEREUX»

L'expert en géopolitique et relations internationales, Arslan Chikhaoui, a, quant à lui, souligné que les putschistes au Mali «s'adonnent à un jeu dangereux», et que cet acte hostile fait suite aux multiples attaques verbales lancées par l'ex-vice-Premier ministre, Abdoulaye Maiga, lors de la 79e session de l'AG de l'ONU, où il s'était livré à des accusations directes et sans précédent contre l'Algérie dans un langage choquant et déplacé.

Rappelant que le régime putschiste au Mali tente de montrer son différend avec l'Algérie dans le cadre d'un jeu manifeste d'alliances aux conséquences incertaines pour ce pays, l'expert a affirmé que cette aventure comporte de nombreux risques, notamment l'isolement diplomatique dans une région où la coopération est indispensable pour relever les défis sécuritaires et de développement.

Compromettre la stabilité des relations entre l'Algérie et le Mali, c'est permettre à des parties étrangères de prendre le contrôle sur les ressources minières indispensables aux industries alternatives à faible empreinte carbone, a-t-il estimé.

De son côté, l'analyste politique Redouane Bouhidel a considéré que la junte putschiste au Mali «poursuit sa politique irresponsable envers l'Algérie sans égard pour le peuple malien, ni pour les bonnes relations historiques liant les deux pays».

«L'ALGÉRIE DISPOSE D'UNE VISION HISTORIQUE ENVERS LE SAHEL»

L'analyste politique Rachid Allouche a, pour sa part, indiqué que les agissements du conseil militaire au Mali s'inscrivent dans la mise en œuvre d'agendas dictés par des parties extérieures qui cherchent à miner la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel. En cherchant à faire passer l'Algérie comme une menace pour la paix et la sécurité dans la région, il s'agit là d'un «piège» tendu par des puissances étrangères dans la région du Sahel, «oubliant que l'Algérie dispose d'une vision historique envers le Sahel, fondée sur sa crédibilité diplomatique accumulée et des solutions proposées, que ce soit en matière de sécurité ou de développement, en tant que voie incontournable pour résoudre toutes les problématiques de la région», a-t-il ajouté.

Allouche a souligné que la posture adoptée par le régime putschiste au Mali s'explique par son incapacité à définir une politique intérieure pour la société malienne. Ce régime putschiste qui a échoué depuis quatre années à réaliser ne serait-ce qu'une partie des promesses faites dans les domaines politique, économique et militaire fait désormais appel à des mercenaires. «La junte militaire au pouvoir au Mali ne saurait tenir de tels discours et adopter de telles postures déshonorantes sans l'impulsion de forces extérieures cherchant à entraîner l'Algérie dans un piège. Ce sont ces forces qui ne souhaitent pas voir la stabilité s'installer dans la région du Sahel», a-t-il fait observer.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Dynamisme diplomatique

PAR: HAKIM H.

L'élection de l'Algérie au Conseil de paix et de sécurité confirme que l'Algérie ne cesse de renforcer sa présence diplomatique et d'acquérir une position respectée parmi les pays attachés fermement au respect du droit international, contrairement aux analyses fallacieuses de certains médias étrangers et à la propagande de certains influenceurs établis notamment en France. Ces dernières années, la diplomatie algérienne est en effet parvenue à rétablir l'Algérie dans son environnement régional, après une période d'absence et d'atonie due à diverses circonstances internes. En peu de temps, l'Algérie a restauré son rôle vital dans les forums internationaux et s'est positionnée comme une puissance régionale efficace. Son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, entamé en janvier 2024, a été à la hauteur des espoirs placés en elle par les pays africains et arabes pour porter la voix de l'Afrique et défendre les causes justes dans le monde. Le dynamisme diplomatique de l'Algérie ces derniers mois a permis d'amplifier la voix de l'Afrique, des Palestiniens et du peuple sahraoui au sein de cette instance onusienne. Depuis les années 1970, l'Algérie n'a cessé d'œuvrer pour que les pays du tiers-monde et du Sud prennent la place qui leur sied dans le système international. Et elle continue sur cette lancée. Elle œuvre sans relâche depuis des mois pour faire entendre la voix de la Palestine agressée et trahie, ainsi que celle du continent africain qui réclame réparation de l'injustice historique qu'il a subie. Elle plaide actuellement en faveur de la réforme du Conseil de sécurité, jugée indispensable pour établir un système international plus représentatif, juste et équilibré. Dans un contexte international marqué par des crises multiples, des empiétements au droit international et l'usage illégitime de la violence et de la coercition pour dominer les autres, cette réforme prend tout son sens. L'Algérie s'est toujours positionnée comme la voix des peuples opprimés et sous domination coloniale pour leur permettre de réaliser leur droit à l'autodétermination. Elle a toujours œuvré en faveur du multilatéralisme, de la défense des règles et principes du droit international, et notamment du principe de règlement pacifique des conflits, conformément à la Charte des Nations unies. Aussi sa présence au Conseil de sécurité de l'ONU ou au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ou dans tout autre organe ne peut être que bénéfique pour les causes justes et le triomphe du droit international.

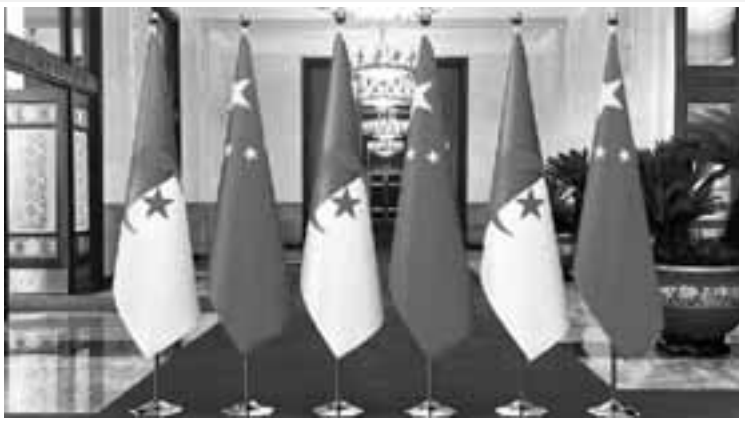
H. H.

ILS S'ÉTABLISSENT À 4,5 MILLIARDS DE DOLLARS

Boom des investissements chinois en Algérie

C'est une nouvelle page qui s'ouvre entre l'Algérie et la Chine, deux partenaires politiques et économiques liés par une longue histoire dans leurs relations qui remontent à l'époque de la guerre de libération.

Merouane Korso



Le forum d'affaires et d'investissements algéro-chinois organisé hier au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal du Club des pins a donné la pleine mesure aux observateurs et experts de ce que peuvent réaliser les deux partenaires. Il est utile de rappeler à ce niveau qu'Alger et Pékin ont signé en 2022 «un deuxième Plan quinquennal de coopération stratégique globale pour la période 2022-2026». Ce plan avait été présenté alors comme «un renforcement de l'accord de partenariat stratégique global signé en 2014 et une consécration de la volonté des deux pays de raffermir leurs relations et de les promouvoir aux plus hauts niveaux, à la hauteur des aspirations des deux pays amis». C'est ce qui a été en fait constaté lors du forum algéro-chinois organisé mardi 15 avril au CIC. Lors de son intervention à l'ouverture du forum, avant le début des rencontres B2B, M. Kamel Moula, le président du Conseil national du Renouveau économique (CREA), a rappelé que le fort potentiel de l'Algérie en matière d'investissements ouvrait de "larges perspectives" de coopération industrielle entre opérateurs économiques algériens et chinois. Il a, en rappelant la position stratégique de l'Algérie "aux portes de l'Afrique et de l'Europe", expliqué que "notre pays possède un fort potentiel en matière d'investissement qui ouvre de larges perspectives de coopération industrielle, notamment vers les marchés extérieurs". "Vous avez démontré au monde vos grandes capacités en matière d'exportation à travers un développement exceptionnel de votre industrie", a indiqué M. Moula aux opérateurs chinois présents, relevant "la nécessité d'unifier les efforts, d'investir les capitaux et de partager les expertises pour permettre à nos économies (algérienne et chinoise) de relever les défis stratégiques mondiaux". Le président du CREA n'a pas omis de parler du climat des affaires en Algérie, qui, explique-t-il, "connaît une amélioration concrète et constante", et ce, "grâce à la forte volonté politique des hautes autorités du pays, aux profondes réformes engagées et au Plan d'action du gouvernement qui a levé les obstacles qui entravaient le développement des affaires et de l'investissement en termes de procédures, de délais et de coûts". «Cet environnement dans lequel évoluent les entreprises algériennes permet aujourd'hui d'augmenter considérablement nos exportations hors hydrocarbures», a-t-il dit, avant d'ajouter qu'»il s'agit là d'un défi stratégique pour le pays et non pas d'un simple slogan». Il a, par ailleurs, souligné l'importance de ce Forum d'affaires, qui permettra selon lui d'"identifier les secteurs d'activité offrant de nouvelles perspectives ayant vocation à renforcer les liens entre les opérateurs économiques des deux pays". Les rencontres B2B prévues en marge de cet événement "permettront, quant à elles, de discuter des possibilités de coopération, d'échanger les connaissances et d'examiner les moyens de concrétiser des partenariats effectifs et fructueux", a ajouté le président du CREA. Le forum d'affaires algéro-chinois sur les investissements a déjà donné ses premiers fruits, par ailleurs, avec l'annonce d'un important volume d'investissements des entreprises chinoises en Algérie. Selon le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, les entreprises chinoises s'engagent à réaliser des investissements directs en Algérie d'une valeur de 4,5 milliards de dollars. Ils ont enregistré, jusqu'au mois de mars dernier, 42 projets, dont la plupart sont des investissements directs dans le secteur industriel, a-t-il ajouté. Plus explicite, il a souligné que «l'agence a enregistré 42 projets d'investissement chinois au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers depuis la création de l'agence en novembre 2022 jusqu'en mars dernier, pour un montant total dépassant 614 milliards de DA, soit 4,5 milliards de dollars». Ces projets, a-t-il expliqué, ''sont répartis entre investissements directs (22 projets) et projets en partenariat entre des entreprises chinoises et des opérateurs algériens (20 projets)'', la plupart étant dans le secteur industriel, ce qui témoigne de l'intérêt croissant des opérateurs chinois pour l'investissement direct en Algérie.' La Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Algérie avec un volume des échanges commerciaux bilatéraux entre janvier et novembre 2024 de 12,4 milliards de dollars, soit une croissance de 27 % en glissement annuel.

M. K.

FORUM D'AFFAIRES ET D'INVESTISSEMENTS ALGÉRO-CHINOIS

Plusieurs accords signés

Boualem A.

Plusieurs accords ont été signés hier en marge du Forum d'affaires algéro-chinois, organisé par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) au centre international de conférence (CIC) Abdelatif Rahal. Il s'agit en fait de huit accords qui ont été signés entre des entreprises algériennes et chinoises pour la réalisation de projets d'investissement industriels et agricoles. Ces accords ont été conclus lors des travaux de ce forum. Le premier accord signé entre l'Entreprise nationale des transports ferroviaires (SNTF) et l'entreprise chinoise GENERTEC CNTIC, filiale du groupe CRRC, porte sur la réalisation d'un complexe en Algérie spécialisé dans la conception, l'ingénierie et la fabrication d'équipements de transport ferroviaire et de leurs pièces associées. Un autre accord a été signé entre l'entreprise algérienne des fonderies "FONDAL", filiale de la Société nationale de sidérurgie (SNS), et la société de fabrication automobile chinoise "Jetour". Cet accord prévoit un investissement de plus de 105 millions USD sur cinq (5) ans pour la réalisation d'une usine dans la wilaya de Batna, destinée à produire 270.000 véhicules avec la création de 1.000 emplois. Un autre accord de partenariat a été signé entre le groupe "Iris" et l'entreprise chinoise "Chery" pour la réalisation d'un projet sur une superficie de 230.000 m2, spécialisé dans les travaux de peinture et de soudure des carrosseries automobiles. Ce projet devrait permettre la création de 1.200 emplois directs. Quant à l'accord de partenariat signé entre "Global Agri-Food", filiale du groupe "Madar Holding", il concerne la mise en œuvre d'un projet agricole dans les wilayas du Sud, visant le développement des cultures stratégiques en Algérie. Un autre accord a été conclu avec "Madar Maritime Company (MMC)", filiale de Madar Holding, portant sur la création d'une entreprise de fabrication de conteneurs destinés au transport de matières premières et de produits finis par voie terrestre et maritime. Le groupe "Madar" et la société chinoise "CCECC" ont également signé un autre accord sur la création d'une entreprise spécialisée dans l'ingénierie industrielle, visant à fournir une assistance technologique aux filiales du groupe et à mener des études au profit des industriels algériens, publics et privés. L'accord de partenariat signé entre le complexe agro-logistique "Agrolog" et l'entreprise chinoise "CRCC" concerne, quant à lui, un projet d'aviculture. Par ailleurs, le groupe "Condor" a signé un contrat avec la société "Hisense" pour la création d'une usine de production de climatiseurs et de machines à laver en Algérie. Lors de la cérémonie de signature de ces accords, il a été annoncé qu'un accord sera signé le 5 mai prochain entre l'entreprise de cycles et motocycles "CYCMA" à Guelma, et l'entreprise chinoise "QJ Motor", en vue de développer la production de l'entreprise à travers le transfert de technologie.

B. A.

FARID BENYAHIA, ÉCONOMISTE, À L'EXPRESS :

Nécessité de «combler le gap technologique»

L'économiste Farid Benyahia estime, dans cet entretien, que les institutions de l'État ont besoin de renouveler leurs ressources humaines. «Nous avons une nouvelle génération qui n'a pas une très grande expérience, qu'il faut encadrer et hisser au niveau escompté», dit-il.

L'EXPRESS : LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A DISSOUS ALGEX ET ANNONCÉ LA CRÉATION DE DEUX GUICHETS POUR L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION. QUELLE EST VOTRE APPRÉCIATION PAR RAPPORT À CES DÉCISIONS ?

Il est connu que l'importation est plus facile que l'exportation et ne pose pratiquement pas de problème. Concernant l'exportation, l'État est dans l'obligation d'assister les entreprises pour faire des études du marché en Afrique, en Asie comme en Europe. Elles sont peu d'entreprises à le faire, pour trouver des niches et définir leur ligne d'exportation. ALGEX était un nid de corruption et de blocage économique. J'espère que les deux institutions qui seront créées ne seront pas un ALGEX bis.

DES PROPOSITIONS ?

Ce que je propose est de mettre en place un conseil d'administration pour chacune des deux institutions, et qui seront appuyés par des experts et des représentants de l'Etat. Leur mission sera de piloter ces deux activités d'exportation et d'importation pour l'intérêt national. Je suis persuadé que les compétences du pays vont faire de leur mieux, pour le développement de l'économie nationale. Lors de sa dernière rencontre avec les chefs d'entreprises, le président a abordé plusieurs points. C'est pour ces raisons, que je dis que M. Tebboune a de bonnes idées.

SELON VOUS, QUELS SONT LES AUTRES SECTEURS ÉCONOMIQUES QU'IL FAUT RÉFORMER EN PRIORITÉ ?

Nous avons, à titre d'exemple, les réformes du secteur de la finance. Nous savons que des sommes importantes circulent en dehors du circuit bancaire. Il s'agit également des start-up : on doit d'abord parler de matrice industrielle, à partir desquelles, les start-up vont être implantées. Malheureusement, nous constatons une dévitalisation des compétences. Cela implique la reconstitution des ressources humaines au niveau des institutions de l'État, où il y a beaucoup de départs à la retraite, alors qu'en face, nous avons une nouvelle génération qui n'a pas une très grande expérience, qu'il faut encadrer et hisser au niveau escompté. Je propose aussi de prendre en charge le gap technologique qui nous sépare de l'Occident et qu'on doit rattraper. Nous avons des compétences qui font le bonheur des USA, de la France, de l'Angleterre.

C'est à partir de ces matrices et réflexions qu'on va essayer de gagner beaucoup de temps. À mon sens, nous avons besoin d'un ministère de Plan qui sera le cerveau du gouvernement. À l'ère de l'évolution technologique, des menaces géopolitique, géostratégique et géoéconomique, l'Algérie n'a pas le droit d'être en dehors de cette course, sachant que beaucoup d'efforts se font et d'argent est investi. Il ne faut pas omettre également, l'industrie militaire. Je trouve qu'il est judicieux d'intégrer une partie conséquente des milliards injectés dans le créneau de l'industrie militaire, même si cela implique d'engager des parties civiles.

M. KA

SAHARA OCCIDENTAL

L'ONU examine à huis clos une paix en suspens

Ce lundi 14 avril, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies se sont réunis à huis clos pour examiner l'évolution de la situation au Sahara occidental, territoire inscrit sur la liste des Nations unies des territoires non autonomes depuis 1963 et occupé par le Maroc depuis 1975.

Karima Baba Aissa

Cette session d'information s'est tenue dans le cadre de la résolution 2756, adoptée le 31 octobre 2024, qui prolonge le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour une durée d'un an. À cette occasion, deux hauts responsables onusiens ont pris la parole, Alexander Ivanko, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental et chef de la MINURSO, et Staffan de Mistura, Envoyé personnel du Secrétaire général pour ce dossier complexe et toujours enlisé.

Le contenu précis des échanges n'a pas été rendu public, confidentialité oblige, mais les diplomates présents ont été briefés sur les récents déplacements de Staffan de Mistura dans la région. En effet, la semaine précédente, l'émissaire onusien a effectué une tournée diplomatique marquée par des rencontres successives avec les deux protagonistes du conflit, d'un côté, le Royaume du Maroc, qui contrôle de facto la majeure partie du territoire depuis la « Marche verte » de 1975 ; de l'autre, le Front Polisario, mouvement indépendantiste sahraoui qui revendique la tenue d'un référendum d'autodétermination promis mais jamais organisé.

La tournée de De Mistura l'a également conduit en Mauritanie et en Algérie, deux pays officiellement considérés comme « observateurs » dans le processus mené sous l'égide de l'ONU, mais dont le poids diplomatique et géopolitique reste incontournable dans l'équation saharienne. Pour Alger, le dossier du Sahara occidental demeure une question de décolonisation inachevée, là où Rabat y voit une affaire de souveraineté nationale. Le silence qui a entouré les travaux du Conseil n'en dit pas moins long sur l'impasse politique dans laquelle se trouve le processus de paix. Près d'un demi-siècle après le départ de l'Espagne, ancienne puissance coloniale, aucune solution négociée n'a vu le jour, tandis que les tensions persistent sur le terrain, notamment dans la zone tampon, à l'est du mur de sable érigé par le Maroc. Créée en 1991 dans le sillage du cessez-le-feu entre les deux camps, la MINURSO demeure l'une des rares missions de paix onusiennes à ne pas disposer de mandat pour surveiller les violations des droits humains. Ce point suscite régulièrement des critiques de la part d'ONG, de juristes internationaux et d'États membres du Conseil.

Quand la communauté internationale assumera-t-elle réellement sa responsabilité face à ce qui demeure, selon les Nations unies elles-mêmes, la dernière colonie en Afrique ? Et que reste-t-il, in fine, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes lorsque l'inertie diplomatique se conjugue aux intérêts géostratégiques et économiques dans une région sous haute tension ?

K. B. A.

MAROC

Nouvelle manifestation à Rabat contre la normalisation avec l'entité sioniste

Des dizaines de milliers de Marocains ont de nouveau investi la rue, dimanche, à Rabat pour dénoncer la poursuite de la normalisation des relations du Makhzen avec l'entité sioniste et renouveler leur solidarité avec le peuple palestinien, en proie à des agressions sionistes sauvages depuis plus d'une année et demie, ont rapporté des médias sur place. En dépit d'une pluie battante, les manifestants ont sillonné les principales ruelles de la capitale Rabat, tout en scandant des slogans contre la normalisation et la trahison par le Makhzen de la cause palestinienne. "A bas la normalisation", "Normalisation : complicité", "Nous sommes tous Ghaza", ont scandé les manifestants tout au long de leur parcours, ont encore rapporté les médias. Présent sur place, le président de l'Observatoire marocain contre la normalisation, Ahmed Ouihmane, a lancé un appel aux autorités marocaines à mettre fin à toute relation avec l'occupant sioniste, affirmant que désormais, "rien ne diffère le Makhzen des alliés de l'entité sioniste qui commet une agression génocidaire contre le peuple palestinien". Dans le même sillage, le mouvement estudiantin marocain poursuit ses manifestations contre la normalisation avec l'entité sioniste à travers les universités du royaume, mettant en avant particulièrement la rupture de toute normalisation dans le domaine académique. Dans un communiqué conjoint rendu public dimanche, l'Organisation du renouveau estudiantin et l'Initiative estudiantine pour la défense des questions de la patrie et de la Nation ont affirmé que les manifestations anti-normalisation des étudiants ont connu un succès "sans précédent" et une adhésion "record" auprès des étudiants. "En effet, pas moins de 56 universités à travers le pays ont connu dimanche une grève totale ou partielle", a fait savoir le Comité exécutif de la Coordination nationale de suivi de la grève, notant que 7 autres rassemblements de contestation ont été organisés par les étudiants en dehors de l'université. L'Organisation du renouveau estudiantin et l'Initiative estudiantine pour la défense des questions de la patrie et de la Nation ont "promis que l'université marocaine restera le bastion de la résistance et du combat responsable, ainsi qu'un rempart contre les projets de l'entité sioniste et l'intrusion de cette dernière au Maroc", dénonçant la répression de deux manifestations des étudiants en dehors de l'université par les services de sécurité du Makhzen. Elles ont, en outre, réitéré leur appel à l'endroit des universités du royaume signataires de conventions avec l'entité sioniste à résilier ces dernières et à rompre toute relation avec l'entité sioniste.

AGRESSIONS SIONISTES CONTRE GHAZA

L'hôpital Al-Ahli est hors service

L'hôpital Al-Ahli à Ghaza a été contraint d'interrompre ses activités jusqu'à nouvel ordre, après avoir été bombardé par l'armée d'occupation sioniste, a indiqué lundi, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Lors d'un entretien accordé à ONU Info, la porte-parole de l'OMS, Margaret Harris, a précisé que l'hôpital, le seul à desservir les populations du nord de la ville de Ghaza, était désormais "hors service", ajoutant que la pharmacie a été détruite, ainsi que de nombreux bâtiments et services. Une quarantaine de patients dont l'état a été jugé "trop critique" pour les évacuer, continuent d'être traités à l'intérieur de l'établissement, et des dizaines d'autres ont été transférés vers d'autres centres médicaux à Ghaza, alors que l'un d'entre eux, un enfant souffrant d'un traumatisme crânien, est mort en martyr durant son évacuation. Le directeur par intérim de l'hôpital, Fadl Naeem, a confié à l'ONU qu'il faudrait plusieurs semaines pour remettre les lieux en état, voire, pour certains services, plusieurs mois. "Les services de radiologie et de laboratoire posent un problème majeur, car les équipements endommagés ne peuvent pas être remplacés dans la bande de Ghaza en raison du blocus imposé", a-t-il précisé, déplorant la pénurie de pièces détachées, même pour certains équipements réparables. À l'heure actuelle, la plupart des blessés sont transportés vers l'hôpital Al-Shifa, un autre établissement de Ghaza. L'OMS indique que seuls 21 des 36 hôpitaux de l'enclave palestinienne sont encore partiellement en activité, alors que la quasi-totalité a été endommagée depuis le début des agressions barbares sionistes contre les Palestiniens en octobre 2023. De son côté, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a rappelé dans un post sur les réseaux sociaux que les établissements de santé bénéficient d'une protection juridique spéciale en vertu du droit international humanitaire. "Nous le répétons une fois de plus : les patients, les soignants et les hôpitaux doivent être protégés", a-t-il dit, appelant à la levée du "blocus de l'aide".

APS

Les Maldives interdisent l'entrée des touristes sionistes sur leur sol

Les autorités maldiviennes ont annoncé, mardi, l'interdiction d'entrée des touristes sionistes dans les îles Maldives pour exprimer leur solidarité avec les habitants de la bande de Ghaza, ravagée par un génocide perpétré par l'occupation sioniste depuis octobre 2023. Les parlementaires de l'archipel touristique de l'océan Indien ont approuvé un projet de loi en ce sens, aussitôt promulgué par le président Mohamed Muizzu. "Cette ratification reflète la position déterminée du gouvernement face aux atrocités répétées et aux actes de génocide perpétrés par (l'entité sioniste) à l'endroit du peuple palestinien", a indiqué la présidence. "Les Maldives réaffirment leur solidarité résolue avec la cause palestinienne", a-t-elle ajouté dans un communiqué. L'interdiction de séjour des ressortissants sionistes, soutenue par le gouvernement comme par l'opposition, a pris effet immédiatement, a précisé à un porte-parole de la présidence.

ARPCE

Campagne de sensibilisation sur l'utilisation des cartes SIM

L'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE), en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile, lance une campagne de sensibilisation sur l'utilisation personnelle et exclusive des cartes SIM des téléphones portables.

Inès B.

« Ne laissez pas d'autres personnes utiliser votre carte SIM ou votre numéro personnel pour éviter des conséquences potentiellement graves. En cas de perte ou de vol, veuillez vous rapprocher immédiatement des agences commerciales ou contacter votre service client pour faire stopper votre ligne", prévient l'ARPCE sur sa page officielle Facebook. Cette campagne vise à protéger les propriétaires de cartes SIM de téléphones portables de toute utilisation qui pourrait nuire à leur sécurité. Dans un monde où les communications numériques sont omniprésentes, la prudence dans la gestion des cartes SIM devient primordiale pour garantir la sécurité personnelle et prévenir les fraudes.

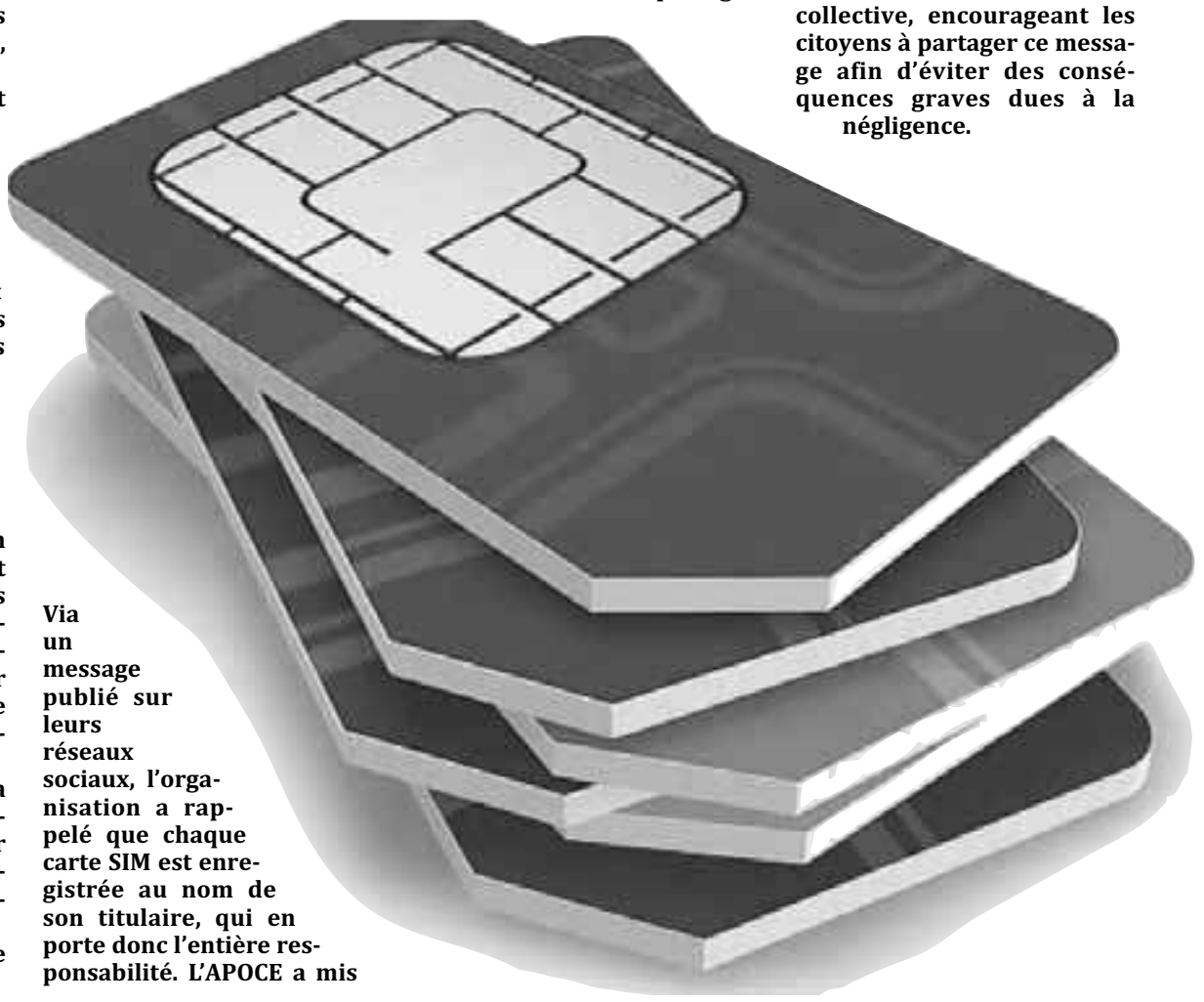
Selon les opérateurs de téléphonie mobile, il est essentiel de ne pas partager sa carte SIM pour plusieurs raisons liées à la sécurité et à la protection des données personnelles. "La carte SIM contient des informations sensibles, notamment votre numéro de téléphone, des données d'abonnement et une clé d'authentification unique. Si elle est partagée, cela expose l'utilisateur à des risques tels que le SIM swapping, une technique où des escrocs volent votre numéro de téléphone pour accéder à vos comptes en ligne. Une fois qu'ils ont votre numéro, ils peuvent recevoir des codes d'authentification pour des services bancaires ou des réseaux sociaux, ce qui leur permet de s'introduire dans vos comptes et de voler vos informations personnelles ", lit-on sur le site Datadjaz.

Il est conseillé notamment qu'en gardant la carte SIM uniquement pour un usage personnel, l'utilisateur protège ses données privées.

Le partage peut entraîner des atteintes à la vie privée et même des usurpations d'identité. Les informations stockées sur la carte peuvent être utilisées à des fins malveillantes si elles tombent entre de mauvaises mains. Pour éviter ces dangers, il est recommandé de verrouiller la puce avec un code PIN et d'être vigilant quant à son utilisation. En cas de perte ou de vol, il est crucial de signaler immédiatement l'incident à l'opérateur téléphonique pour suspendre la ligne et prévenir toute utilisation frauduleuse.

En résumé, ne pas partager sa carte SIM est une mesure préventive indispensable pour protéger sa sécurité numérique et ses données personnelles.

Pour rappel, en décembre 2024, l'Organisation algérienne de protection des consommateurs (APOCE) avait attiré l'attention sur ce problème en prévenant tous les utilisateurs de téléphones mobiles en Algérie sur la responsabilité liée à l'utilisation de la carte SIM.



Via un message publié sur leurs réseaux sociaux, l'organisation a rappelé que chaque carte SIM est enregistrée au nom de son titulaire, qui en porte donc l'entière responsabilité. L'APOCE a mis en garde notamment contre les risques associés au partage de sa carte SIM, qui peut entraîner des violations de la vie privée et des usurpations d'identité. Elle a insisté sur l'importance d'une utilisation personnelle et sécurisée pour protéger non seulement ses données, mais aussi sa sécurité numérique. En cas de perte ou de vol, il est crucial de signaler immédiatement l'incident à son opérateur pour éviter tout usage frauduleux.

L'organisation a appelé également à une sensibilisation collective, encourageant les citoyens à partager ce message afin d'éviter des conséquences graves dues à la négligence.

SECTEUR MINIER

Le marbre rouge algérien exporté vers la Chine et l'Espagne

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des mines, Karima Tafer, a souligné, lundi soir à Oran, la nécessité de développer le secteur minier afin de diversifier l'économie nationale et de créer de la valeur ajoutée. La secrétaire d'État a inspecté un terrain appartenant au complexe sidérurgique Tosyali (fer et acier), destiné à l'entreposage du fer provenant de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf). Lors de sa visite à la carrière de marbre Kristel, relevant de l'Entreprise nationale des granulats et située dans la commune de Sidi Benyebka, Mme Tafer a donné des instructions visant à valoriser les réduits de la carrière, à la fois pour l'exportation et pour répondre aux besoins du marché national. Pour sa part, Ahmed Sahraoui, directeur de l'unité de Kristel pour la production de marbre, a déclaré à la presse que la capacité de production annuelle de l'unité, qui exploite trois carrières (marbre rouge, jaune et rose) réparties sur 157 hectares, s'élève à 2 500 mètres cubes par an, avec un gisement estimé à 4 millions de mètres cubes. Il a également précisé que deux opérations d'exportation de marbre rouge ont été réalisées auparavant vers la Chine et l'Espagne, pour un volume total de 200 tonnes, tandis que 2 000 tonnes supplémentaires sont prévues à l'exportation vers les mêmes pays au cours de l'année 2025. Enfin, M. Sahraoui a annoncé que la remise en service des carrières de marbre jaune et rose est prévue pour l'année 2026.

DÉCISION DU PRÉSIDENT CONCERNANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les organisations patronales affichent leur optimisme

Des organisations patronales ont estimé que les décisions annoncées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa rencontre, tenue dimanche, avec les opérateurs économiques, avaient vocation à renforcer la place de l'investissement productif et à contribuer à l'édification d'une économie forte et compétitive, selon l'APS. Dans ce contexte, le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a qualifié d'"importantes" les décisions annoncées, notamment celle relative à la levée des obstacles bureaucratiques, avec la fin des activités de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX), qui n'interviendra plus dans les activités d'exportation, parallèlement à la création de deux instances : l'une dédiée à l'exportation et l'autre chargée d'encadrer l'importation. "Des décisions tant attendues par les hommes d'affaires et les chefs d'entreprises qui s'en félicitent", a ajouté le CREA dans un communiqué, soulignant que la rencontre avec le président de la République se voulait "un gage de confiance" en direction des opérateurs économiques et un "appel fort" à la mobilisation de tous pour renforcer l'économie nationale. De son côté, la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a exprimé sa "grande satisfaction" quant à la réaffirmation, par le président de la République, de la priorité accordée au soutien à l'investissement productif et du rôle central des opérateurs économiques intègres dans l'édification d'une économie nationale forte, compétitive et indépendante et la concrétisation de la vision de l'Algérie victorieuse. La CAPC a salué, dans un communiqué, l'annonce par le président de la République de la restructuration des importations, en tant que "démarche cruciale" pour lutter contre les pratiques illicites, protéger le tissu productif national et renforcer la sécurité économique. Le président de la Confédération des industriels et des producteurs algériens (CIPA), Abdelwahab Ziani, a, quant à lui, affirmé que les décisions du président de la République avaient été saluées par les opérateurs économiques car elles contribueront à booster l'investissement national et à créer une valeur ajoutée. Dans une déclaration à l'APS, M. Ziani a salué la décision relative à la création de deux instances chargées d'organiser et d'encadrer les importations et les exportations, en remplacement de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX), estimant que cette décision "permettra d'alléger la pression sur les exportateurs et les importateurs et de mieux les accompagner, contribuant ainsi à la création de conditions propices à la promotion de l'investissement". Ziani s'est également félicité de la décision relative au renforcement du guichet unique pour accompagner et orienter les projets d'investissement. De son côté, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) a affirmé, dans un communiqué, que les décisions annoncées par le président de la République ont vocation à "impulser fortement" l'investissement et la production dans tous les secteurs économiques. L'association a, par ailleurs, salué l'appel adressé aux acteurs privés pour la création de banques et de compagnies de transport maritime, invitant les opérateurs économiques à tirer parti de ces acquis pour promouvoir l'investissement dans différents secteurs. L'ANCA a assuré qu'elle œuvrera, à travers ses rencontres de proximité et ses bureaux locaux, à encourager et à sensibiliser les jeunes à créer leurs propres micro-entreprises et start-up, en bénéficiant des mesures incitatives annoncées par le président de la République.

29e JOURNÉE DE L'ÉNERGIE :

«Le Sahara, futur Eldorado» !

Le PDG du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a participé, hier, à la 29e édition de la journée de l'énergie, sous le thème : «Le Sahara, futur Eldorado», selon un communiqué de Sonelgaz publié sur son compte officiel Facebook.

Inès B.

Cette édition, qui coïncide avec la célébration de la Journée du Savoir, a eu lieu à l'école de formation de Sonelgaz à Ben Aknoun, en présence de plusieurs membres du gouvernement et de spécialistes issus de différents départements ministériels, sous la supervision du professeur Chems Eddine Chitour, à l'occasion de la Journée de la science. "L'ouverture de cette édition a été supervisée par le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, le gouverneur des Énergies renouvelables et de l'Efficacité énergétique et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en présence de nombreux cadres et experts algériens dans le domaine des différents types d'énergie", indique Sonelgaz. À cette occasion, les étudiants ingénieurs de l'École nationale polytechnique d'Alger ont présenté de nombreuses contributions et exposés sur le thème de la conférence. Le thème de cette édition, qui est «Le Sahara, futur Eldorado», signifie, selon le professeur Chitour, "qu'avec nos futurs ingénieurs, nous allons réfléchir à l'avenir de l'Algérie et à la manière dont le Sahara peut jouer un rôle stratégique en tant que levier de rupture, de transformation, non pas fondée uniquement sur les ressources, mais sur l'intelligence, le savoir et une exploitation rationnelle et durable de notre potentiel". Il est aussi question de brassage des populations. À ce titre, M. Chitour est revenu sur une idée forte du président de la République : le projet de train reliant Alger à Tamanrasset, qu'il avait eu l'honneur de mentionner en 2020 lorsqu'il était au gouvernement. Ce train, ce n'est pas seulement une ligne ferroviaire. C'est un instrument de brassage culturel, humain et économique. Lors de la 28e édition, dans sa communication, le professeur Chems Eddine Chitour a présenté une étude technique sur un modèle énergétique à l'horizon 2035, dans laquelle il a souligné les risques auxquels le monde est confronté à la lumière du changement climatique et de la consommation énergétique actuelle. Il a également souligné les enjeux et défis majeurs que doit relever l'Algérie au regard des conditions actuelles de mise en œuvre du programme de transition énergétique. En outre, il a salué les efforts du ministère de l'Énergie et des Mines ainsi que les efforts du Groupe Sonelgaz, chargé de mettre en œuvre le programme de transition énergétique. À cette occasion, les étudiants de l'ENP ont lu un message pour la circonstance, dans lequel ils ont exprimé leurs grandes ambitions à travers leur participation à la mise en œuvre du projet de transition énergétique et de la sécurité énergétique. Il convient de noter que cet évènement a été parrainé par Sonelgaz, dans le cadre de son programme de soutien à la recherche scientifique.

I. B.

Hausse mondiale de la demande de gaz naturel

La demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 2 % par an en 2025 et 2026, selon les prévisions du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), publiées dans son dernier rapport annuel, rapporte APS. «Les perspectives à court et moyen terme pour le gaz naturel demeurent solides, avec une croissance annuelle de la demande mondiale estimée à 2 % pour les années 2025 et 2026», indique le rapport annuel sur le marché gazier «Annual Gas Market Report AGMR 2025) publié sur le site web du Forum. Cependant, l'organisation met en garde contre les risques susceptibles d'affecter ces prévisions, notamment les droits de douane généralisés annoncés récemment par les États-Unis, dont les effets négatifs ne sont pas pris en compte dans le présent rapport. En 2024, la consommation mondiale de gaz a progressé de 2,5 %, atteignant un niveau record de 4 170 milliards de mètres cubes (m^3). Cette hausse a été portée principalement par la forte demande en Asie-Pacifique, précise le GECF, ajoutant que les secteurs de la production d'électricité et de l'industrie ont été les principaux moteurs de cette croissance. De son côté, la production mondiale de gaz a évolué au même rythme que la demande. Le Forum souligne à ce titre que ses pays membres continuent de jouer un rôle «clé» dans la couverture des besoins mondiaux en gaz. Par ailleurs, le commerce mondial de gaz par gazoduc a connu une hausse de 6 %, atteignant 606 milliards de m^3, mettant ainsi fin à deux années consécutives de recul. Cette progression a été enregistrée dans la plupart des grandes régions du globe. S'agissant du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), il est resté relativement tendu, avec une croissance limitée à 1 %. Le rapport précise que la capacité mondiale de liquéfaction devrait augmenter de manière significative de 206 millions de tonnes par an (Mtpa) entre 2025 et 2028. «Le rapport annuel du GECF sur le marché du gaz témoigne d'un regain de vigueur et de résilience pour le gaz naturel. Au cours d'une année marquée par une forte hausse de la demande mondiale en énergie primaire, le gaz naturel a réaffirmé son rôle central. Sa consommation a atteint un niveau record, contribuant à hauteur de 35 % à la croissance de la demande en énergie primaire, soit la part la plus élevée parmi tous les combustibles», a souligné le secrétaire général du GECF, Mohamed Hamel, dans la préface du rapport.

ZONE EURO

L'accès aux prêts se fait plus difficile pour les entreprises

Les banques de la zone euro ont poursuivi le resserrement de leurs critères de prêts aux entreprises début 2025, notamment en Allemagne, à cause du manque de perspectives économiques, a indiqué mardi la Banque centrale européenne (BCE). De janvier à mars, les critères d'approbation des prêts et lignes de crédit aux entreprises se sont légèrement resserrés, après un durcissement marqué au cours du dernier trimestre 2024, selon une enquête trimestrielle qui tombe deux jours avant la prochaine réunion de politique monétaire fixant le cap sur les taux d'intérêt. Les entreprises ont également moins sollicité de crédits, la demande repassant en territoire légèrement négatif. Ce tour de vis s'explique à nouveau par les risques jugés "plus élevés" par les banques, "liés aux perspectives économiques et à la situation propre à l'industrie et aux entreprises", explique le communiqué de la BCE. Les banques allemandes ont fait partie des plus frileuses, dans un contexte d'alternance politique : le futur chancelier Friedrich Merz ne doit être élu au Bundestag qu'en mai, après les élections fédérales de février dernier. L'économie allemande, basée sur son industrie exportatrice, est également particulièrement exposée aux droits de douane supplémentaires décrétés par les États-Unis en avril. Cette situation pourrait peser sur la décision de la BCE jeudi, qui s'est engagée depuis un an dans un processus de réduction de ses taux d'intérêts directeurs. Du côté des ménages, les banques ont modérément assoupli leurs critères d'attribution de prêts immobiliers, mais légèrement resserré ceux des crédits à la consommation. La demande de prêts des ménages a augmenté, notamment pour l'achat d'un logement, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt de la BCE, note le communiqué. Entre mi-2022 et fin 2023, l'institution basée à Francfort avait fortement relevé ses taux, provoquant une contraction du crédit pour freiner l'économie et ramener l'inflation à 2 %, objectif en passe d'être réalisé cette année. Pour le deuxième trimestre, les banques prévoient une légère augmentation nette de la demande de prêts, aussi bien du côté des ménages que des entreprises.

FACE AUX INCERTITUDES DOUANIÈRES AMÉRICAINES

Le dollar s'affiche mitigé

Le dollar s'affiche mitigé, en suspens face aux incertitudes douanières américaines et chinoises, tandis que la livre sort du lot après des données sur l'emploi britannique confortant une approche prudente vis-à-vis des baisses de taux. Le billet vert grappillait, dans la matinée, 0,03 % face à la monnaie unique, à 1,1347 dollar, mais refluait face au yen (-0,17 %) ou à la livre. La devise britannique, qui avait déjà gagné 1 % face au dollar entre l'ouverture de la séance de lundi et sa clôture, continuait de se distinguer mardi, en progression de 0,30 % à 1,3231 dollar. Plus tôt dans la séance, la livre avait atteint un nouveau plus haut depuis début octobre 2024 par rapport au billet vert, à 1,3238 dollar. Selon les analystes, "plus les États-Unis ébranlent le monde avec des droits de douane, plus le reste du monde se détourne du dollar", qui "reste sous pression, les anticipations de croissance s'affaiblissant". Washington souffle le chaud et le froid sur l'économie mondiale : l'administration Trump a lancé lundi une première étape vers la mise en place de droits de douane sur la pharmacie et les semi-conducteurs, après avoir suspendu les surtaxes appliquées à l'électronique. Cet environnement incertain profite encore à l'or, qui grimpait de 0,58 % à 3 229,70 dollars l'once vers 09 H 00 GMT, proche de son sommet historique de lundi.

APS

BATAILLE D'AHL EL OUED

Quand le stratagème de l'ALN l'emporte face à l'arsenal militaire colonial

Plusieurs témoignages ont mis la lumière sur la zone "Ahl El Oued", dans la commune de Chiffa (environ 15 km du chef-lieu de la wilaya de Blida), où s'était déroulée la bataille le 15 avril 1957.

Plusieurs témoignages ont mis la lumière sur la zone "Ahl El Oued", dans la commune de Chiffa (environ 15 km du chef-lieu de la wilaya de Blida), où s'était déroulée la bataille le 15 avril 1957. Les habitants du quartier ont payé un lourd tribut lors de cette bataille, puisque de nombreux civils ont été exécutés, en plus de ceux qui ont été tués pendant la bataille sans compter les arrestations, les raids et les attaques. L'Armée de libération nationale (ALN) a remporté une grande victoire lors de la bataille d'Ahl El Oued (ouest de Blida), le 15 avril 1957, malgré l'inégalité des moyens militaires entre ses forces et celles du colonisateur français qui a mobilisé un important arsenal pour tenter en vain de venir à bout des moudjahidine et des habitants de la région. Plusieurs témoignages ont mis la lumière sur la zone "Ahl El Oued", dans la commune de Chiffa (environ 15 km du chef-lieu de la wilaya de Blida), où s'était déroulée la bataille. Il s'agissait d'un quartier composé de quelques maisons, trop petit pour en devenir un lieu de bataille avec le nombre impressionnant de soldats français mobilisés et le gros matériel déployé par l'ennemi, vaincu grâce à la bravoure des moudjahidine. Le professeur et chercheur en Histoire à l'Université d'Alger 2, Ayoub Mazouz, a souligné, dans une déclaration à l'APS, que cette bataille a impliqué 35 moudjahidine armés de mitrailleuses et de fusils récupérés dans une embuscade à Cherchell, avec un butin constitué de 84 armes et équipements de différents types qui leur permis, par la suite, d'infliger de lourdes pertes à l'ennemi français lors de la bataille d'Ahl El Oued. En réaction à ce fait d'armes (embuscade), l'armée française a assiégé totalement la zone avec plus de 5000 soldats entre fantassins et parachutistes, ainsi que des hélicoptères pour traquer les moudjahidine de l'ALN. Mazouz a souligné que cette bataille était, en fait, un siège en raison de l'ampleur des bombardements aériens et du nombre de parachutistes, de l'artillerie et de l'infanterie utilisés par les forces coloniales françaises. Selon les données de la direction des moudjahidine, cette bataille s'est déroulée avant l'aube du 15e jour du Ramadhan 1377 de l'Hégire correspondant au 15 avril 1957, à 4h30 exactement, lorsque les moudjahidine ont reçu une information selon laquelle ils étaient encerclés par des forces ennemies armées jusqu'aux dents, ne leur laissant aucun débouché pour fuir. La bataille a commencé lorsque l'ennemi a fait feu sur les moudjahidine qui ont réagi avec courage et tenu bon jusqu'à 19h30. La bataille s'est soldée par la mort en martyrs d'une quarantaine de moudjahidine originaires de différentes régions du pays, tandis que le nombre de morts parmi les forces ennemies était estimé entre 150 et 200, selon la source.

LA FRANCE COLONIALE FALSIFIE LES FAITS

Le membre de la Fondation de la mémoire de la wilaya IV historique, Rabah Messaoudi, a affirmé, pour sa part, que la France coloniale, après les pertes qu'elle a subies dans cette bataille, a tenté d'étouffer et de falsifier les faits, comme le montre l'absence de liste de morts dans les registres du service de l'Etat civil de la commune de Chiffa. Messaoudi a indiqué à ce titre avoir consulté les documents d'Etat civil de Chiffa datés des 15, 16 et 17 avril 1957 et a constaté que la France coloniale avait répertorié le décès de seulement une personne ou deux. De plus, les habitants du quartier ont payé un lourd tribut lors de cette bataille, puisque de nombreux civils ont été exécutés, en plus de ceux qui ont été tués pendant la bataille sans compter les arrestations, les raids et les attaques, a relevé, pour sa part, le chercheur en Histoire, Mazouz Ayoub. Dans la foulée, les habitants de la région ont été déplacés, de force, vers un camp dans l'actuel Sidi El-Madani sur le plateau de Hamada où ils ont subi toutes sortes d'abus de la part des forces coloniales. Malgré les exactions de la France coloniale, cette bataille a grandement renforcé le moral de la population et sa foi en la Révolution et encouragé de nombreux algériens à rejoindre les rangs de l'ALN. Elle a aussi eu un impact positif sur l'action militaire dans la wilaya IV historique et sur la région en particulier.

BATNA

6 individus placés en détention provisoire pour sorcellerie

Le tribunal de Batna a ordonné le placement en détention provisoire de 6 individus pour délit de pratique de sorcellerie et de charlatanisme . C'est ce qu'a indiqué lundi un communiqué du parquet de la République près le même tribunal. « En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Batna informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de criminalité, notamment celles portant atteinte aux valeurs religieuses et morales, qu'en date du 9 avril 2025, il a été procédé à l'arrestation d'un individu dénommé (Y.S.), en flagrant délit de pratique d'actes de sorcellerie et de charlatanisme. Une série d'objets utilisés à cet effet, des sommes d'argent importantes d'origine inconnue, ainsi qu'une quantité considérable de comprimés psychotropes et de médicaments utilisés dans les avortements ont été saisis », précise le communiqué. Dans le cadre des investigations, « deux individus ont été arrêtés, qui étaient chargés d'attirer les clients, ainsi que 3 femmes ayant participé à ces actes ». « En date du 13 avril 2025, tous les mis en cause ont été déférés devant la justice et poursuivis dans le cadre de la procédure de comparution immédiate pour délit de pratique de sorcellerie et de charlatanisme », ajoute-t-on de même source. Lors de leur comparution devant le juge, ce dernier a ordonné leur placement en détention provisoire, en attendant leur procès prévu pour le 20 avril 2025, conclut la même source.

ILLIZI

Aide financière de la Sonatrach à des associations et clubs sportifs locaux

Le groupe Sonatrach a accordé une aide au profit de 23 associations et clubs sportifs de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris lundi de la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS). La cérémonie de signature de la convention s'est tenue au siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) d'Illizi, en présence du wali, Ahcène Khaldi, de cadres du groupe Sonatrach, de représentants des associations et clubs sportifs bénéficiaires, ainsi que des responsables de la DJS. L'initiative, qui a profité à des clubs et associations activant dans les disciplines de football, handball et arts martiaux (judo, karaté et kung-fu), traduit l'appui et le soutien de Sonatrach, en tant qu'entreprise citoyenne, au mouvement sportif et aux activités sportives et juvéniles dans le Sud du pays, a indiqué le DJS, Mohamed Maâlaoui. Des présidents de clubs et d'associations sportifs ont salué cette initiative qui "permet de couvrir les charges et dépenses des clubs durant l'actuelle saison sportive". En marge de la cérémonie de signature de la convention, la wilaya d'Illizi s'est vue, de son côté, octroyer une ambulance tout-terrain, don également du groupe Sonatrach.

SANTÉ

L'hôpital de Timimoun se dote de médecins spécialistes

Bonne nouvelle. L'établissement public hospitalier (EPH) El Hachemi M'hamed de Timimoun a été renforcé par un nouveau staff de médecins spécialistes. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur visant à assurer une meilleure prise en charge médicale des patients au niveau local, en vue d'épargner aux malades les longs déplacements vers d'autres wilayas , et de combler le déficit enregistré dans ce domaine, a déclaré à l'APS le directeur de la même structure de santé, Dahmane Benamar. Les spécialités de ce personnel médical officiellement installé au niveau de cette structure hospitalière concernent la neurologie, la pédiatrie, la gynécologie, l'orthopédie, la néphrologie, la médecine interne et l'ophtalmologie, en plus de trois médecins orthophonistes et huit autres généralistes, a-t-il détaillé. Dans le même sillage, cet établissement de santé du chef lieu de la wilaya de Timimoun a été doté récemment d'un appareil IRM, qui a été mis en service, ainsi que de deux scanners de dernière génération, a fait savoir le même responsable.

DÉPISTAGE DE L'AUTISME

Ces signes qui doivent alerter

L'observation des premiers troubles de l'autisme chez l'enfant intervient souvent avant ses 3 ans. Un dépistage précoce permet une meilleure prise en charge. Mais quels sont ces premiers signes auxquels les parents doivent être attentifs ?

L'autisme n'est pas une maladie, mais un handicap appartenant aux troubles du spectre de l'autisme (TSA) qui touche 1 personne sur 150 dans le monde. Il se manifeste notamment par des difficultés dans la communication et les interactions sociales ainsi que des comportements répétitifs et des intérêts restreints. Il s'agit de troubles du neuro-développement qui évoluent tout au long de la vie et peuvent se manifester de manière très différente d'une personne à l'autre. Selon les experts, «les troubles du spectre de l'autisme sont d'origine multifactorielle: ils se déclareraient chez des personnes génétiquement prédisposées après exposition à un ou plusieurs facteurs environnementaux». C'est ce qu'ont révélé les travaux des scientifiques des Universités de Genève et de Bâle publiés dans la revue Nature Communications en 2018. Selon eux, «un mauvais fonctionnement de l'activité synaptique d'un type de neurones présents dans le système de la récompense semble être en cause». Concernant les facteurs de risque, les experts expliquent que «la prise de certains médicaments pendant la grossesse dont le valproate de sodium - un antiépileptique - ou l'âge élevé des parents, en particulier du père, en font partie».

Chaque année, le 2 avril marque la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, une occasion essentielle pour mieux comprendre les troubles du spectre autistique et encourager un dépistage précoce d'où l'importance d'être attentif aux signes d'alerte dont notamment «absence de sourire, indifférence apparente aux personnes, absence de réaction à l'appel du prénom de leur enfant. Les parents sont souvent les premiers à s'apercevoir des comportements inhabituels de leur enfant. Par exemple, «chez les jeunes enfants, on observe souvent qu'ils n'utilisent pas les jouets de façon fonctionnelle, l'attention étant parfois dirigée vers une seule partie de l'objet manipulé», expliquent les experts.

Les comportements stéréotypés se retrouvent aussi au niveau du langage. En effet, les enfants autistes répètent intégralement des passages de paroles entendues qu'ils apprécient, comme des extraits d'émission télévisée, contrastant avec leurs discours spontanés qui présentent longtemps des immaturités grammaticales. A l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, l'UNICEF a mis en avant les signes caractéristiques de l'autisme selon les tranches d'âge, permettant aux parents et aux professionnels de santé d'identifier ces manifestations dès la petite enfance.

L'IMPORTANCE DU DIAGNOSTIC PRÉCOCE

Chez les bébés (0-12 mois), les troubles autistiques peuvent se manifester par une absence ou une rareté de sourires, absence de contact visuel, pas de babillage, indifférence aux sons ou aux visages, réactions inhabituelles aux stimuli sensoriels. Pour les tout-petits (1-2 ans), on observe un retard de langage, détresse face aux changements, gestes répétitifs, hypersensibilité sensorielle. Les enfants (2-5 ans), manifestent une écholalie, intérêts restreints, difficultés sociales, crises de colère . Les adolescents manifestent des signes de mal-être social, anxiété, rigidité des règles, isolement. Un diagnostic précoce permet un meilleur accompagnement. «Toutefois, présenter un seul des signes ne signifie pas pour autant être autiste. Un diagnostic ne peut être posé que lorsque un ou plusieurs troubles se manifestent dans chaque domaine», estiment les experts. Il existe des outils de dépistage et d'évaluation qui permettent de repérer les signes d'alerte chez les enfants autistes. Le plus connu et le plus utilisé est le test M-Chat (Modified Check-list for Autism in Toddlers). Ce questionnaire porte sur le comportement de l'enfant et peut être réalisé dès ses 18 mois. Mais les résultats de ce test ne posent en aucun cas un diagnostic. Les signes d'alerte détectés peuvent toutefois faire l'objet d'une prise en charge par une équipe pluridisciplinaire. Un diagnostic précoce des troubles du spectre de l'autisme est primordial. Selon les experts, «plus l'autisme est dépisté tôt, plus vite un accompagnement et une éducation adaptés seront mis en place, en développant l'interaction de l'enfant, lui donnant des outils de communication et de socialisation afin qu'il puisse aller vers une plus grande autonomie, car avant l'âge de trois ans, la plasticité cérébrale de l'enfant rend d'autant plus efficaces ces interventions.» L'autisme est classé dans les troubles du neuro-développement au même titre que le trouble de l'attention (avec ou sans hyperactivité), le trouble des apprentissages, le trouble du développement intellectuel et le trouble développemental de la coordination (TDC). **A.B.**

CLIMAT

L'Europe a subi des inondations historiques en 2024

Près d'un tiers du réseau fluvial européen a été inondé l'an dernier, qui a été l'une des dix années les plus pluvieuses du continent depuis 1950, indique l'observatoire européen Copernicus dans un rapport publié mardi en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale.

Ce sont "les inondations les plus étendues" que l'Europe ait connues "depuis 2013", a souligné lors d'un point presse Samantha Burgess du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF), qui assure le service climatologique de Copernicus. Ces inondations ont affecté environ 413.000 personnes, coûtant la vie à au moins 335 d'entre elles, avec un coût estimé des dommages de l'ordre de 18 milliards d'euros.

Ces catastrophes sont survenues au cours de l'année la plus chaude dans le monde et illustrent le fait qu'une planète plus chaude, absorbant plus d'eau dans l'atmosphère, permet des précipitations et des inondations plus violentes, une menace qui pèse particulièrement sur l'Europe. En septembre, la tempête Boris a fait tomber jusqu'à trois mois de pluie en seulement cinq jours, provoquant d'immenses inondations et d'importants dégâts dans huit pays d'Europe centrale et orientale. Un mois plus tard, de puissantes tempêtes, alimentées par l'air chaud et humide de la Méditerranée, ont déversé des pluies torrentielles sur l'Espagne, entraînant des inondations qui ont dévasté la province orientale de Valence, tuant 232 personnes.

Début 2024, chaque mois a été le théâtre d'une inondation majeure sur le continent, rappelle le rapport : janvier au Royaume-Uni, février dans le nord de l'Espagne, mars et mai dans le Nord de la France, juin en Allemagne et en Suisse. Et le débit des rivières a été particulièrement élevé, certaines comme la Tamise au Royaume-Uni ou la Loire en France enregistrant leur plus haut niveau depuis 33 ans au printemps et en automne.

En cause : des précipitations particulièrement intenses sur la partie occidentale de l'Europe, alors qu'à l'inverse, les régions orientales ont été en moyenne plus sèches et plus chaudes.

DIABÈTE GESTATIONNEL

Un risque accru d'autisme et de TDAH chez l'enfant

La prévalence du diabète gestationnel augmente dans le monde. En 2021, il a concerné environ 21 % des naissances globales. Cette situation soulève des préoccupations croissantes en raison de son lien potentiel avec des troubles neurodéveloppementaux chez l'enfant, notamment les troubles du spectre de l'autisme (TSA) et le trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). Selon des études récentes, les enfants nés de mères ayant souffert de diabète gestationnel présentent un risque accru de troubles neurodéveloppementaux tels que l'autisme, le TDAH et d'autres difficultés cognitives ou motrices. Ce lien soulève d'importantes questions sur les impacts à long terme du diabète maternel sur le développement cérébral des enfants. Le diabète gestationnel, également appelé diabète de grossesse, est un trouble métabolique qui survient exclusivement pendant la grossesse. Contrairement au diabète de type 1 ou de type 2, il est temporaire et disparaît généralement après l'accouchement. Cependant, ses impacts peuvent être durables, affectant à la fois la mère et l'enfant. Ce phénomène mérite une attention particulière en raison de sa prévalence croissante et de ses implications pour la santé. Le diabète gestationnel apparaît lorsque le corps de la femme enceinte ne parvient pas à produire suffisamment d'insuline pour répondre aux besoins accrus pendant la grossesse. L'insuline est une hormone essentielle qui permet aux cellules d'absorber le glucose dans le sang afin de l'utiliser comme source d'énergie. Lorsque cette régulation ne fonctionne pas correctement, le taux de sucre dans le sang augmente. Cet excès de glucose peut traverser le placenta et influencer directement le développement du fœtus.

Certaines femmes sont plus susceptibles de développer un diabète gestationnel que d'autres. Les facteurs de risque incluent, un surpoids ou une obésité avant la grossesse, un antécédent familial de diabète de type 2, une grossesse après l'âge de 35 ans, un antécédent personnel de diabète gestationnel lors de grossesses précédentes. Contrairement à d'autres types de diabète, le diabète gestationnel passe souvent inaperçu, car il peut ne présenter aucun symptôme notable. C'est pour cette raison que des tests de dépistage sont régulièrement effectués pendant la grossesse. Parmi les signes possibles, on peut noter une fatigue extrême, une soif excessive et des infections urinaires fréquentes. Cependant, ces symptômes peuvent être faciles à confondre avec les effets habituels de la grossesse. Bien que le diabète gestationnel disparaisse généralement après l'accouchement, il peut avoir des conséquences à long terme. Pour la mère, il augmente les risques de développer un diabète de type 2 plus tard dans la vie. Pour l'enfant, les effets peuvent être également significatifs, notamment une probabilité accrue de surpoids, d'obésité et de troubles neurodéveloppementaux, tels que l'autisme ou le TDAH.

FACE AUX DROITS DE DOUANES AMÉRICAINS

La Chine suspend l'exportation des métaux rares

Cette fois, les restrictions pourraient devenir permanentes pour certaines entreprises, notamment dans le secteur de la défense américaine. La mesure chinoise menace directement les chaînes d'approvisionnement de constructeurs automobiles, d'industriels de l'aéronautique, de fabricants de semi-conducteurs et de sous-traitants militaires.

La Chine a suspendu l'exportation d'un large éventail de métaux des terres rares et d'aimants, un geste fort dans l'intensification du bras de fer commercial avec les États-Unis. Ces matériaux sont cruciaux pour la fabrication de moteurs électriques, de missiles, de drones, de véhicules ou encore de puces électroniques.
D'après The New York Times, les expéditions ont cessé depuis le 4 avril dans plusieurs ports chinois, alors que le gouvernement central met en place un nouveau système de contrôle des exportations. Celui-ci exige désormais des licences spéciales pour exporter six métaux lourds et des aimants, dont 90% de la production mondiale provient de Chine. Les entreprises étrangères devront patienter entre 45 et 60 jours, voire davantage, pour espérer obtenir ces autorisations. Il ne s'agit pas d'une première. En 2010, un embargo similaire avait été imposé au Japon lors d'un différend territorial.
Cette fois, les restrictions pourraient devenir permanentes pour certaines entreprises, notamment dans le secteur de la défense américaine, comme l'indiquent plusieurs experts cités par The New York Times. La mesure chinoise menace directement les chaînes d'approvisionnement de constructeurs automobiles, d'industriels de l'aéronautique, de fabricants de

semi-conducteurs et de sous-traitants militaires. Selon The New York Times, « les exportations de ces composants essentiels ont été bloquées dans plusieurs ports, et pourraient être définitivement coupées pour certaines entreprises américaines ». Michael Silver, PDG d'American Eléments, a confié au même média que son entreprise avait anticipé cette crise en constituant des stocks, mais s'inquiète de la lenteur du processus de régulation.
De son côté, Daniel Pickard, conseiller au Commerce américain, a averti : « Cette interdiction d'exportation pourrait avoir des conséquences graves pour les États-Unis ».
Certains ports chinois exigeraient désormais des tests pour prouver que les aimants ne contiennent pas de métaux lourds avant de les autoriser à l'exportation, selon The New York Times. Ce durcissement réglementaire pourrait exclure plusieurs clients occidentaux, y compris des sous-traitants du Pentagone. Cette décision chinoise s'inscrit dans une logique de représailles face aux hausses de tarifs douaniers annoncées par Donald Trump le 2 avril.
Les nouveaux droits imposés par Washington atteignent 125 % pour les produits chinois. Pékin a immédiatement répondu par des mesures symétriques, combinées à un renforcement de son contrôle sur les exportations de matières premières stratégiques. Les restrictions imposées par la Chine touchent particulièrement les métaux lourds rares comme le dysprosium ou le terbium, essentiels dans la fabrication de moteurs à haute performance. The Independent souligne que si l'embargo dure plus de deux mois, les stocks existants dans les pays occidentaux pourraient être épuisés, provoquant une crise d'approvisionnement majeure.
Pour l'économie chinoise, l'impact reste limité. Comme le souligne The New York Times, «les aimants en terres rares représentent une part minime des exportations totales», mais leur blocage a «le potentiel de provoquer des conséquences significatives pour les États-Unis et d'autres pays». Dans ce contexte de tensions, la Chine utilise sa position dominante sur les métaux rares non comme un simple outil commercial, mais comme un levier géopolitique.

Et l'UE suspend sa riposte

La riposte de l'Union européenne aux droits de douane américains a été suspendue jusqu'au 14 juillet afin de donner une chance aux négociations avec le président américain, Donald Trump, a indiqué l'exécutif européen lundi.
Frappée à trois reprises par des droits de douane américains, l'Union européenne avait adopté mercredi dernier ses premières mesures de riposte. Il s'agit des taxes contre une série de produits américains comme les motos, le soja ou la volaille pour répondre à celles sur les métaux. Mais quelques heures plus tard, le président Donald Trump avait annoncé suspendre certains droits de douane pour 90 jours. L'UE s'était alignée sur cette pause américaine afin de négocier avec l'administration américaine, sans toutefois communiquer de calendrier précis.
Le commissaire européen en charge du commerce, Maros Sefcovic, se rend lundi à Washington pour échanger avec l'administration américaine sur ce dossier.

RD CONGO

Au moins 72 morts dans des inondations à Kinshasa

Au mois 72 personnes sont mortes à Kinshasa après de fortes pluies ayant provoqué des inondations dans la capitale et plusieurs provinces de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé lundi le ministère de la Santé.
Selon le dernier bilan, 11 zones à Kinshasa ont été affectées, avec plus de 5.000 personnes déplacées, selon le ministère, précisant qu'au moins 72 personnes ont été tuées et 170 autres ont été blessées en raison des pluies torrentielles et des inondations qui en ont résulté.
Les provinces du Tanganyika et du Sud-Kivu, situées dans l'est du pays, ont également signalé d'importants dégâts. Les autorités locales s'emploient actuellement à évaluer l'ampleur totale des besoins humanitaires.
Face à la crise, des sites d'hébergement d'urgence et des centres de soins ont été mis en place dans plusieurs stades de Kinshasa. Toutefois, le Stade des Martyrs, le plus grand du pays, accueille déjà plus de 4.500 personnes, contraignant les autorités à lancer un plan de désengorgement vers d'autres sites d'accueil.
Le ministère de la Santé a réaffirmé son engagement à renforcer la coordination multisectorielle et à assurer des réponses rapides, ciblées et coordonnées aux urgences sanitaires et humanitaires.
Les prévisions météorologiques annoncent la poursuite de fortes précipitations à Kinshasa, faisant craindre de nouveaux dégâts dans cette mégapole de 17 millions d'habitants, déjà vulnérable en raison de son expansion urbaine rapide et non réglementée.
La saison des pluies en RDC s'étend généralement de novembre à mai.

NIGERIA

Plus de 50 morts dans de nouvelles violences dans l'Etat du Plateau

Plus de 50 personnes ont été tuées dans deux attaques dimanche soir dans le centre du Nigeria, ont rapporté lundi des médias locaux, citant des responsables.
Les attaques ont eu lieu dans les villages de Zike et Kimakpa, dix jours après des attaques similaires qui ont fait plus de 40 morts dans la même zone, l'Etat du Plateau.
Un précédent bilan faisait état d'au moins 47 morts dans des attaques menées par des hommes. Nous avons jusqu'ici retrouvé 52 corps.
Nous continuons à chercher, a déclaré le représentant de la Croix-Rouge, cité par des médias, ajoutant que 30 personnes ont été blessées et 30 maisons brûlées.
Dans un communiqué publié lundi, le Président nigérian Bola Tinubu, a indiqué avoir demandé aux agences de sécurité de mener une enquête approfondie et d'identifier les responsables de ces actes de violence.
Nous ne pouvons pas permettre que cette dévastation et ces attaques du tac au tac se poursuivent. Trop c'est trop, a-t-il ajouté.

ETATS-UNIS

L'administration Trump gèle 2,2 milliards de dollars de financement à Harvard

L'administration du président américain Donald Trump a gelé 2,2 milliards de dollars de financement à l'université d'Harvard, qui ne s'est pas pliée à ses exigences.
L'administration Trump a pris des mesures après que l'université de Harvard a refusé de se conformer à ses exigences concernant les manifestations pro-palestiniennes et à ses demandes de révision de ses programmes de diversité, d'équité et d'inclusion.
Outre le gel du financement de 2,2 milliards de dollars, le ministère américain de l'Éducation a décidé de geler un contrat de 60 millions de dollars signé avec Harvard.
La prestigieuse université de Harvard, menacée de perdre des milliards de dollars de financement, a déclaré qu'elle n'accepterait pas les exigences de Trump.
Le gel des financements fédéraux pour les universités américaines a récemment été à l'ordre du jour, principalement en raison des manifestations pro-palestiniennes sur les campus et des programmes de diversité, d'équité et d'inclusion.
Les professeurs de l'université de Harvard avaient intenté une action en justice contre la décision du président Trump d'enquêter sur 8,7 milliards de dollars de fonds fédéraux accordés à l'école.

IRAN-ETATS-UNIS

Les prochains pourparlers indirects auront lieu en dehors d'Oman

L'Iran a déclaré lundi que le prochain cycle de pourparlers indirects avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire aura lieu en dehors d'Oman, bien que la structure et la médiation des négociations restent inchangées. L'Iran ne considère pas que le lieu des pourparlers soit aussi important que le cadre dans lequel ils se déroulent, a indiqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaeil Baghaei, précisant que les discussions continueraient d'être menées indirectement, Oman conservant son rôle de médiateur.
Baghaei a ajouté que Mascate coordonnerait le nouveau lieu pour le prochain cycle, saluant le rôle joué par Oman dans l'accueil de la phase initiale des négociations.

SINGAPOUR

Le président Tharman Shanmugaratnam dissout le parlement

Le président de Singapour, Tharman Shanmugaratnam, a procédé mardi à la dissolution du Parlement.
Cette décision annonce le lancement du processus électoral pour des élections parlementaires dans le pays.
Le Département des élections devrait annoncer la date des élections plus tard ce mardi. L'objectif est d'élire 97 membres du Parlement de Singapour.

KARIM TAKKA, PRÉSIDENT DE L'O AKBOU À L'EXPRESS

«On se maintiendra et je tiendrais ma promesse»

Le président de l'OA, Karim Takka, explique dans cet entretien sa détermination à bâtir une équipe d'avenir. Les supporteurs doivent être indulgents et patients, dit-il.

Entretien réalisé par Marouane A.

VOUS SEMBLEZ REMONTÉ APRÈS LES CRITIQUES DE CERTAINS SUPPORTEURS SUR LA GESTION DU CLUB ET SUR LA SITUATION DE L'ÉQUIPE QUI LUTTE POUR SA SURVIE ?

K.TAKKA : En effet, je ne comprends pas ces critiques qui restent sans fondements et incompris. Il faut savoir que l'OA joue sa première saison en Ligue 1 après son accession cette saison seulement, il est normal donc qu'on trouve quelques difficultés d'adaptation. Il nous faut du temps pour prendre nos repères dans ce championnat qui est celui de l'élite algérienne, c'est-à-dire qu'il renferme les meilleurs clubs. Dans cette division, rares sont les équipe qui souffrent d'une crise financière comme cela est le cas dans les divisions inférieures et cela tout le monde doit en être conscient.

VOUS PENSEZ QUE CERTAINS SUPPORTEURS SONT INDULGENTS AVEC VOUS ?

Oui, on se comporte avec nous comme si on n'avait pas le droit à l'erreur du tout et qu'on se devait de jouer les premiers rôles dès notre première saison en L1, or que cela est pratiquement impossible. Nous venons des divisions inférieures, nous avons bataillé pour arriver où nous sommes maintenant. Je pense que ces gens doivent comprendre qu'il s'agit d'un processus normal, des formations qui ont accédé la saison passée sont redescendus à la fin de l'exercice parce qu'ils n'étaient pas prêts. Nous au moins, nous travaillons pour nous améliorer et progresser.

VOUS AVEZ POURTANT BIEN DÉBUTÉ LA SAISON, QU'EST CE QUI S'EST PASSÉ ENSUITE ?

Au début, nous jouions avec une certaine fougue et en plus nos adversaires n'avaient pas assez d'informations sur notre manière de jouer, c'est pour cela que nous avons réussi à les surprendre. Maintenant, il faut admettre que la plupart des équipes se connaissent, surtout qu'on se rapproche de la fin de la saison.

ON VOUS RAPPROCHE LE FAIT D'AVOIR CRÉÉ UNE INSTABILITÉ AU NIVEAU DE LA BARRE TECHNIQUE AVEC LES CHANGEMENTS CONTINUELS D'ENTRAÎNEURS ?

Là, il faut savoir que je suis quelqu'un qui n'attend pas beaucoup pour faire des changements. Quand je vois qu'un coach, n'arrive pas à réaliser les objectifs tracés, je décide d'opérer un changement. Je n'attends pas que le club descende pour prendre des mesures. Il faut savoir que l'engagement de coachs se fait au vu de la lecture de leurs CV, ensuite il y a des choses qui nous échappent puisque le terrain est tout autre, ce n'est pas comme la théorie. Certains entraîneurs nous font miroiter des projets, mais sur le terrain ils ne réussissent même pas à aligner deux succès et c'est pour cela qu'il faut passer au changement.

PENSEZ-VOUS QUE L'OA SE MAINTIENDRA EN L1 ?

Il faut que tout le monde sache qu'on n'a pas fait tout ce chemin en accédant de la division honneur à la L1 sans sacrifices. L'OA se maintiendra, j'en fais une question d'honneur et je tiendrais ma promesse.

VOTRE ÉQUIPE DES U 17 EST QUALIFIÉE EN FINALE DE LA COUPE D'ALGÉRIE QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Cela prouve que la formation à Akbou n'est pas un vain mot. Nous travaillons sérieusement pour former nos propres joueurs. J'espère que dans quelques années nous aurons 50 % de l'effectif seniors constitué de joueurs du club. En plus des U 17 qui sont qualifiés en finale de la Coupe, il y a aussi les U 21 qui sont leaders de leur groupe.

M. A.

FUTSAL

L'EN achève son stage à Fouka

La sélection algérienne de Futsal a clôturé, ce lundi, son stage de préparation au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), en vue des prochaines échéances internationales, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF), dans un communiqué publié sur son site officiel. " Sous la direction du sélectionneur national, Noureddine Benamrouche, les séances d'entraînement ont été intenses, axées sur les aspects technico-tactiques, avec un accent particulier mis sur la cohésion du groupe et le développement des automatismes collectifs", précise la même source. Entamé le lundi 7 avril, le stage a réuni 16 joueurs, dont huit évoluant en Europe. " Au cours de ce regroupement, les Verts ont disputé, vendredi et samedi, deux tests amicaux face à des formations de première division. Des matchs qui ont permis au staff technique d'évaluer la condition physique et la réactivité des joueurs en situation de match", conclut la FAF.

CYCLISME / TOUR DE MACOMADES 2025

Oum El Bouaghi accueillera la compétition les 18 et19 avril

Le Tour Cycliste de Macomades 2025 se déroulera en deux étapes, les 18 et 19 avril courant à Oum El Bouaghi, a-t-on appris lundi auprès de la fédération algérienne de la discipline (FAC). La première étape, prévue le vendredi 18 avril, se déroulera sur un circuit fermé dans la ville d'Oum El Bouaghi, alors que la deuxième étape, prévue le lendemain, consistera en une course en ligne, qui prendra son départ à Oum El Bouaghi pour s'achever à Meskiana, après être passée par Berriche, Aïn Beida et Zorg. Macomades est l'ancienne appellation de la ville d'Oum El Bouaghi pendant l'époque romaine et elle est à l'origine du nom donné à cette compétition, organisée par la Ligue de la wilaya locale, sous l'égide de la fédération algérienne de la discipline.

EN A'

Le match face à la Gambie fixé au 9 mai à Annaba

Le match de la sélection nationale des joueurs locaux face à la Gambie, comptant pour le 2e et dernier tour (retour) des qualifications du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2025, destiné aux joueurs du cru, est programmé pour le vendredi 9 mai prochain au stade du 19-mai 1956 d'Annaba (19h00), selon la Fédération algérienne de football (FAF), qui a révélé l'information sur son site officiel. La première manche, elle, se jouera le samedi 3 mai, au stade de l'indépendance à Bakau (16h00, heure algérienne), toujours selon la même source. En cas de qualification, les Verts seront versée dans le groupe C en phase finale, en compagnie de l'Ouganda, du Niger, de la Guinée, et l'autre qualifié du second barrage (l'Afrique du Sud ou le Malawi). Sous la houlette du sélectionneur national, Madjid Bougherra, la sélection A' a effectué son premier stage préparatoire en mars dernier, à Annaba. Au total, 19 pays devraient prendre part à la prochaine édition du CHAN. La CAF a décidé de reporter le CHAN-2024, en raison du retard accusé dans les préparatifs pour accueillir avec succès le tournoi. La dernière édition du CHAN, disputée en Algérie en 2023, avait été remportée par le Sénégal devant l'Algérie (0-0, 5-4 aux t.a.b), en finale disputée le 4 février au stade Nelson Mandela à Baraki (Alger). Les Algériens qui avaient décidé dans un premier temps de ne pas prendre part à cette compétition, en raison de sa programmation inopportune, s'est ravisé et a changé d'avis après que la CAF a décidé de la reprogrammer.

LES "SCORPIONS" ENTAMENT UN STAGE À OLD YUNDUM

Par ailleurs, la sélection gambienne de football, A', composée de joueurs locaux, a débuté lundi un stage préparatoire à Old Yundum (Gambie), en vue de la double confrontation face à notre sélection, prévue en mai prochain, comptant pour le 2e et dernier tour des qualifications du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2025 (2-30 août), prévu au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda, a indiqué la Fédération gambienne de football (GFF). «L'entraînement effectué lundi s'est déroulé au terrain de football Ousman Saho à Old Yundum, en présence de tous les joueurs retenus, sous la conduite du sélectionneur Alhagie Sarr», précise la même source. La Gambie a validé son ticket pour ce dernier tour qualificatif, en éliminant le Gabon aux tirs au but (5 à 3), après la fin des deux manches sur un score de parité (1-1).
La GFF a souligné que la séance d'entraînement prévue hier est annulée, «en raison des matchs des 1/32es de finales de la FF Cup. Cela tient au fait qu'une grande partie du groupe serait engagée dans leurs clubs respectifs».

MANCHESTER UNITED

La douleur des légendes du club

Manchester United, ce n'est vraiment plus ce que c'était, doivent se dire Gary Neville et Roy Keane. Les deux légendes des Red Devils commentent avec beaucoup de douleur les récentes performances de leur club de cœur, 20 fois champion d'Angleterre mais empêtré dans une saison 2024-25 décidément bien galère. Tenus en échec par l'Olympique lyonnais (2-2) jeudi en quarts aller de Ligue Europa avec notamment deux erreurs de leur gardien Andre Onana, les Mancuniens ont complètement dévissé trois jours plus tard en Premier League, sur le terrain de Newcastle. Un lourd revers 4-1, déjà le 14e de la saison en championnat, qui fait dire à Gary Neville que les Red Devils sont dans une "situation vraiment désespérée", due à un "effectif très médiocre". "A part Bruno Fernandes, et Amad Diallo peut-être", fait-il exception.

"Il y a eu des équipes de Manchester United, au cours des cinq, six, sept dernières années, où vous pensiez

qu'elles avaient des joueurs très talentueux mais qui ne donnaient pas tout ce qu'elles avaient. Le problème avec ce groupe de joueurs-là, c'est qu'ils se donnent à fond...", ironise-t-il amèrement sur NBC Sports. "Ils ne manquent pas d'efforts, mais sont tellement en-dessous du niveau et de la qualité exigés par ce club".

"UNE ÉQUIPE FAIBLE PHYSIQUEMENT ET MENTALEMENT"

Roy Keane n'a également pas été tendre avec Manchester United, 14e au classement et déjà assuré de terminer la saison avec son plus faible total de points dans son histoire en Premier League. L'ex-milieu défensif a ciblé la responsabilité des dirigeants dans le recrutement récent ("Au cours des deux dernières années, cela a consisté à faire venir des joueurs qui n'avaient jamais joué en Premier League"), dédouanant un peu le manager Ruben Amorim. Le Portugais fait avec ce qu'il a depuis son arrivée en novembre.

"Je pense qu'il est arrivé et a dû être choqué de voir à quel point ce groupe de joueurs est mauvais", a lâché Keane, cinglant sur Sky Sports. "Manchester United est une équipe faible physiquement et mentalement." Depuis le premier match d'Amorim à la tête de l'équipe, seuls Southampton (59), Tottenham (53) et Leicester (53) ont encaissé plus de buts toutes compétitions confondues que Manchester United (48) parmi les clubs de PL. L'OL, en course pour se qualifier pour sa première demi-finale européenne depuis celle perdue face au Bayern Munich en Ligue des champions 2019-20, serait bien inspiré de profiter de la détresse de la défense mancunienne, jeudi à Old Trafford.

REAL MADRID

Ancelotti et Pérez ménagent Mbappé

"Thérapie urgente au plus haut niveau". Tel est le titre de l'article de Marca, publié, hier, mardi, qui raconte comment le Real Madrid met tout en œuvre ces dernières heures pour mettre Kylian Mbappé dans les meilleures dispositions mentales après le carton rouge reçu contre Alavés et, surtout, avant le quart de finale retour de Ligue des champions contre Arsenal (ce mercredi 21h00).

Le craquage en championnat tombe à un moment délicat pour le Real Madrid, qui espère encore remonter le 3-0 encaissé la semaine passée à l'Emirates Stadium pour les Gunners. Alors Florentino Pérez et Carlo Ancelotti auraient décidé de parler à l'attaquant français pour le rassurer, le remobiliser, lui rappeler que le club a toujours été là pour lui, lui faire comprendre qu'ils avaient besoin de sa meilleure version pour garder espoir de remporter la Ligue des champions cette saison. Le président madrilène et l'entraîneur italien chercheraient à faire en sorte qu'il se concentre uniquement sur son jeu, qu'il ne se laisse pas aller comme contre Alavés. En fait, ils espèrent pouvoir compter sur le Kylian Mbappé qui a passé trois buts contre Manchester City en barrages aller-retour de la C1 en février (victoires 3-2 et 3-1 du Real Madrid). La feuille de stats de Kylian Mbappé affiche 32 buts en 48 matchs cette saison. Mais il se trouve actuellement dans une méforme: sa dernière réalisation remonte au 29 mars, contre Leganés en championnat. En Ligue des champions, il n'a pas trouvé le chemin des filets (hors séance de tirs au but) dans la double confrontation contre l'Atlético de Madrid lors des huitièmes de finale.

MODRIC ACTIONNAIRE D'UN CLUB DE CHAMPIONSHIP

Sur un tout autre chapitre, on apprend que le vétéran du Real, Luka Modric, souhaite se lancer dans un nouveau défi. Comme rapporté par Fabrizio Romano, le milieu de terrain croate (39 ans) va devenir actionnaire minoritaire du Swansea FC, pensionnaire de D2 anglaise. Le milieu de terrain du Real Madrid prépare son après-carrière en investissant auprès du consortium américain qui détient le club gallois depuis 2016.

Le montant de l'investissement du Ballon d'or 2018 n'a pas filtré. Avec cette décision, Modric renoue avec le championnat anglais, près de 13 ans après son départ de Tottenham. Pensionnaire de Premier League entre 2011 et 2018, Swansea évolue en Championship depuis bientôt sept ans.

L'investissement de Modric ne change rien concernant son avenir au Real Madrid, précise Fabrizio Romano. Le milieu de terrain reste pleinement concentré sur son aventure au club Merengue, où il est en fin de contrat cet été. Le Croate souhaite prolonger avec le club madrilène mais aucun accord n'a pour l'instant été trouvé. Les intentions du Real dans ce dossier n'ont pas fuité. Seule certitude: la politique du Real Madrid veut que les joueurs ayant dépassé les 30 ans soient prolongés d'une année seulement, avec des prolongations pouvant s'empiler en fonction des performances du joueur.

Malgré ses 39 ans, Modric a disputé 48 matchs toutes compétitions confondues cette saison avec le Real Madrid (4 buts, 7 passes décisives). La semaine passée, il était titulaire en quart de finale aller de Ligue des champions sur la pelouse d'Arsenal (défaite 3-0).

SANTOS

Le coach de Neymar licencié

Le club brésilien de Santos a annoncé ce lundi le limogeage de son entraîneur Pedro Caixinha pour manque de résultats malgré le retour de Neymar dans son équipe formatrice début février.

L'entraîneur portugais de 54 ans "n'est plus à la tête de l'équipe professionnelle (et) son adjoint César Sampaio assure l'intérim", a expliqué le club de Sao Paulo sur son compte X.

Après sa défaite 1-0 dimanche sur le terrain de Fluminense, le Santos est 18e du championnat du Brésil et ne compte qu'un point en trois journées.

L'entraîneur, en place depuis quatre mois seulement, et le club paulista nourrissaient beaucoup d'espoirs avec le retour au Brésil de Neymar après 12 ans en Europe, au FC Barcelone puis au Paris SG, et en Arabie saoudite à Al-Hilal, mais les résultats n'ont pas été à la hauteur.

L'attaquant, âgé de 33 ans, n'a disputé que huit matches avec son club formateur, inscrivant trois buts. Il s'est blessé à la cuisse gauche et a dû quitter à la mi-mars la sélection brésilienne où il faisait son retour après une grave blessure en octobre 2023.

NEWCASTLE

L'entraîneur Howe souffre de pneumonie

"Bon rétablissement, coach." Absent du banc de touche ce dimanche lors du carton de Newcastle contre Manchester United en Premier League (4-1), Eddie Howe est toujours hospitalisé, a confirmé son club ce lundi soir, précisant qu'il souffrait d'une pneumonie.

"Newcastle United peut annoncer qu'Eddie Howe se rétablit à l'hôpital après avoir contracté une pneumonie", a communiqué le quatrième du championnat anglais sur son compte X. Dans la suite du message, Newcastle a ajouté: "Le club continue d'adresser ses meilleurs vœux et son soutien à Eddie et à sa famille, alors qu'il poursuit son rétablissement. Bon rétablissement, coach."

Ce samedi, le club du nord de l'Angleterre avait d'abord annoncé que son coach de 43 ans ne pourrait pas assister à la rencontre du lendemain contre les Red Devils après son hospitalisation dans la soirée de vendredi.

Selon les Magpies, Eddie Howe se sentait mal "depuis plusieurs jours", ce qui l'a poussé à être transporté à l'hôpital, tout en étant "conscient" et pouvant parler avec sa famille.

En conférence de presse vendredi, son adjoint Jason Tindall s'était montré rassurant sur son état de santé. "Il a été très malade ces derniers jours, mais nous avons été en contact quotidien", a-t-il expliqué.

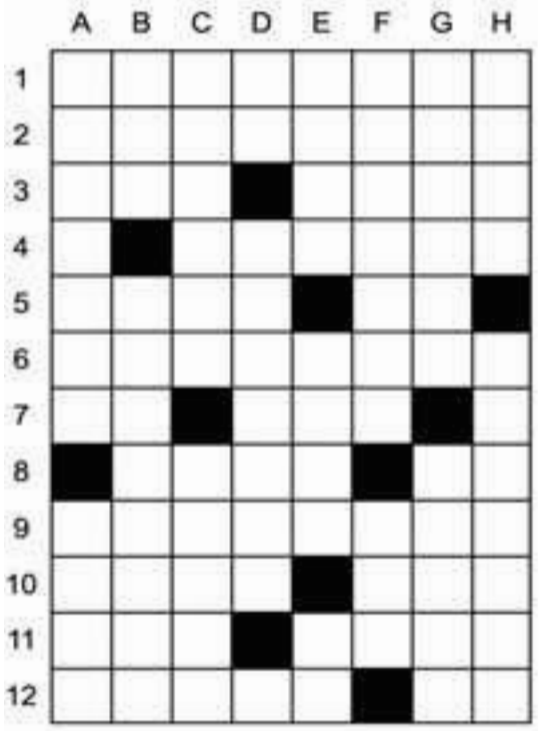
ITALIE

Naples revient à trois points

Naples n'a pas craqué: relégué provisoirement à six points de l'Inter Milan, le Napoli a imité le leader du Championnat d'Italie en corrigeant le relégable Empoli (3-0), lundi en clôture de la 32e journée.

L'Ecossais Scott McTominay, avec un doublé (18, 61), et le Belge Romelu Lukaku (56) ont offert à l'équipe d'Antonio Conte sa vingtième victoire de la saison. A six journées de la fin, le leader (71 pts), vainqueur de Cagliari (3-1) samedi, et son dauphin (68 pts) sont au coude à coude, séparés par trois points. Mais le calendrier de l'Inter est très chargé en avril avec mercredi son quart de finale retour de Ligue des champions contre le Bayern Munich qu'il abordera avec un avantage d'un but (2-1 à l'aller en Allemagne). Les Nerazzurri disputeront également la semaine prochaine la demi-finale retour de la Coupe d'Italie face à l'AC Milan (1-1 à l'aller). Naples n'a en revanche plus qu'à se concentrer sur la Serie A et ne sera plus opposée qu'à des équipes de la seconde partie du tableau, quand l'Inter doit encore affronter Bologne (5e), la Roma (7e) et la Lazio (6e).

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

1. Qui ne se fait pas entendre.
2. Rendre dix fois plus grand.
3. Septième lettre de l'alphabet grec. Avoir une existence.
4. Morceaux à travailler.
5. Mettre ensemble. Entre ré et fa.
6. Videra les entrailles.
7. Société anonyme. Ancienne capitale marocaine.
8. Il sort du pis. Pronom démonstratif.
9. Passerai à l'eau.
10. Artiste grec. Pointe pour parfumer.
11. Entre nord et est. Danseuse de music-hall.
12. Ouverture. Arrivé à la maternité.

VERTICALEMENT

A. Qui atteignent la perfection. L'épouse du rajah.
B. Propre. Romains.
C. Priver d'une enveloppe. Montagnes d'Amérique du Sud.
D. Le symbole du cuivre. Bout de conduit.
E. Organisation pétrolière. Cassé en langage populaire. La Terre des Grecs.
F. Derniers. Rayon de lumière.
G. Faire perdre de sa splendeur. Tas de pierres servant de repère.
H. Des années et des siècles. Butineuse.

LES MOTS FLÉCHÉS

SUDOKU

9				6		5	3	
	1		2		4			
5		8	7			1		
	8			4			9	1
	7	9	5	1	6	4	8	
1	3			7			5	
		1			9	3		2
			1		7		4	
	2	6		3				8

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

CANULAR CATALPA DECA ECHELLE EVOLUER FAUTIF IMMENSE LAINE MAFE METRONOME MOULU NENETTE ORPHELIN PHILTRE POUFFER PROPICE REER REFUS REMBLAI RENCONTRE RENOVER RESERVOIR REVELE RHUM SCHAH SEUM SYNONYME USER

N	R	R	R	E	E	C	M	A	F	E	R
I	S	E	E	S	A	R	E	O	A	E	E
L	A	E	S	N	Y	E	T	P	U	T	F
E	P	L	U	E	C	N	R	L	T	L	F
H	L	L	B	M	R	O	O	E	I	R	U
P	A	E	A	M	P	V	N	N	F	H	O
R	T	H	V	I	E	E	O	T	Y	U	P
O	A	C	C	E	N	R	M	I	R	M	S
A	C	E	D	S	R	E	E	R	R	E	E

VERSCHAFFELT, LE BELGE DE BOUSSAÂDA

Un regard d'art sur l'Algérie éternelle

L'Assemblée populaire nationale (APN) abrite depuis lundi une exposition d'envergure consacrée à Edouard Verschaffelt (1874-1955), peintre belge établi à Boussaâda dès 1919, où il passa les trente-six dernières années de sa vie. Intitulée «Le patrimoine culturel algérien à travers un regard belge», cette rétrospective réunit une quarantaine de reproductions d'œuvres emblématiques de l'artiste orientaliste. Visible jusqu'au 17 avril, elle s'inscrit dans le cadre du mois du patrimoine célébré du 18 avril au 18 mai.

Samy Terki

L'inauguration a rassemblé un panel de personnalités institutionnelles et diplomatiques. Ont pris part à l'ouverture officielle, le président de l'APN, Brahim Boughali, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, l'ambassadeur du Royaume de Belgique, Jean Jacques Quairiat, le wali délégué de Boussaâda, Riad Benahmed, ainsi que la fille de l'artiste, Samia Madeleine Verschaffelt. La commissaire de l'exposition, Amel Mihoub, en a assuré la présentation publique. Déjà montrée à Boussaâda et à Alger en 2022, cette exposition bénéficie cette année d'un nouveau souffle, portée par une coopération entre l'APN et l'ambassade de Belgique. Elle met à l'honneur l'héritage artistique d'un homme qui, par son regard, a su saisir la lumière, les visages et les scènes rurales de l'Algérie de la première moitié du XXe siècle. Edouard Verschaffelt, dont l'œuvre a longtemps été conservée dans l'intimité des collections privées ou exposée dans les musées d'Algérie, de Belgique et de France, demeure un témoin singulier d'une Algérie profonde, loin des clichés du folklore colonial. Ses toiles donnent à voir des scènes de vie paysanne, des portraits empreints de tendresse (notamment ceux de sa femme et de sa fille), des paysages baignés de douceur printanière et des représentations de cavaleries dans le sud algérien. La tonalité générale de l'exposition révèle un attachement profond, presque organique, à la ville de Boussaâda, souvent surnommée «la perle du désert». C'est là que Verschaffelt avait trouvé sa terre d'adoption, comme l'avait fait avant lui Etienne Dinet, autre grand nom de l'orientalisme installé dans la même ville. Le président de l'APN n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler, lors de son allocution, combien l'Algérie avait été une source d'inspiration inépuisable pour les artistes étrangers de renom, citant entre autres Pablo Picasso, Dinet et Verschaffelt.

Dans un contexte de redéfinition de la mémoire artistique partagée, l'exposition s'inscrit également dans une dynamique de diplomatie culturelle. Le ministre Zouhir Ballalou y voit le fruit d'un dialogue artistique de longue haleine entre Alger et Bruxelles. Pour Jean-Jacques Quairiat, ambassadeur belge, il s'agit d'un hommage vibrant à «un homme dont le parcours personnel et artistique illustre avec émotion la richesse du dialogue entre nos deux pays».

En présence d'étudiants de l'École nationale supérieure des beaux-arts d'Alger, de députés, de directeurs de musées et de représentants du corps diplomatique, cette relecture picturale de l'histoire culturelle algérienne fait aussi office de geste politique. Le président de l'APN a souligné la nécessité de «sensibiliser à la valorisation et à la préservation des acquis culturels pluriels de l'Algérie, piliers de son identité et de son histoire».

Cette exposition s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer les passerelles culturelles entre l'Algérie et la Belgique. Elle offre une lecture précieuse d'un pan méconnu du patrimoine artistique algérien à travers le regard d'un peintre européen profondément enraciné dans sa terre d'adoption.

S. T.

Hassan El Hassani, le rire comme résistance et le théâtre pour patrie

Dans le vaste répertoire du théâtre et du cinéma algériens, peu de figures ont incarné avec autant de justesse l'engagement artistique et la conscience populaire qu'Hassan El Hassani. Né Hassan Bencheikh, le 24 octobre 1916 à Ksar El Boukhari, dans la wilaya de Médéa, il fut bien plus qu'un comédien. À la fois auteur, acteur, dramaturge et militant, il a traversé les époques comme un trait d'union entre l'Algérie d'avant l'indépendance et celle en quête de reconstruction culturelle.

C'est dans l'atmosphère modeste d'un salon de coiffure à Berrouaghia que se dessinent les premiers contours d'un destin peu ordinaire. Le passage de Mahieddine Bachtarzi, figure majeure du théâtre algérien, marque un tournant. Séduit par le potentiel du jeune coiffeur, Bachtarzi l'encourage à franchir le pas. Les Rêves de Hassan, une pièce satirique dénonçant le système colonial. L'œuvre lui vaut un emprisonnement, d'abord à Bossuet, puis à Barberousse. Mais la prison ne freine pas sa créativité, entre les murs carcéraux, il écrit des sketches, joués pour soutenir le moral des détenus. L'art devient alors outil de survie, de lien et de résistance.

Libéré à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Hassan El Hassani s'installe à Alger, dans la Casbah. Il y retrouve ses ciseaux de coiffeur, mais n'abandonne jamais la scène. Il donne naissance à «Na'ânaâ», personnage populaire et mordant, dans la pièce El Houria, rebaptisée plus tard Le Complot, puis Tigoule ou ti goule pas. Le théâtre devient son territoire, la scène son arme. Avec le déclenchement de la guerre de Libération nationale, il rejoint le front artistique avec la même ferveur. Il utilise le théâtre comme vecteur de conscience, de critique et d'éveil politique.

Après 1962, son engagement prend un nouveau visage. Il intègre en 1968 la troupe du Théâtre national algérien, où il crée l'un des personnages les plus marquants de la culture populaire algérienne «Boubagra». Paysan candide, témoin lucide des bouleversements de l'époque, il devient le miroir de la société postcoloniale. À travers Boubagra, Hassan El Hassani offre un regard critique et souvent ironique sur la modernité, l'administration, le pouvoir et les élites. Son humour n'épargne personne, mais toujours avec la tendresse de celui qui connaît la vie des petites gens.

Infatigable, il fonde la Troupe théâtrale des 4 saisons, une compagnie itinérante qui, pendant dix ans, sillonne les régions les plus reculées du pays. Il démocratise le théâtre, l'arrache aux cercles urbains et le restitue au peuple, dans les écoles, les villages, les places publiques.

En 1976, il est élu député à l'Assemblée populaire nationale. Une autre scène, un autre rôle, mais toujours au service du même engagement, donner voix aux sans-voix, faire résonner la parole du peuple. Cette incursion dans la politique n'efface jamais l'artiste, qui continue de tourner et d'écrire. Son parcours compte plus de 30 films, des productions cultes de la télévision algérienne, et des pièces qui ont marqué plusieurs générations.

Hassan El Hassani s'éteint le 25 septembre 1987. Mais sa disparition n'a pas fait taire sa voix. Elle résonne encore à travers ses personnages, ses textes, ses films. Il demeure un repère pour les artistes algériens, un exemple de fidélité à l'art comme outil de combat et d'éducation populaire. Son œuvre ne se limite pas à un héritage culturel ; elle constitue une mémoire vivante, un théâtre en perpétuelle représentation.

Hassan El Hassani a marqué durablement la scène artistique algérienne par son intelligence du jeu, sa capacité à capter l'esprit populaire et son engagement sans détour. Son parcours, entre théâtre, cinéma et action culturelle, demeure une référence essentielle pour comprendre l'évolution de l'art en Algérie.

S. T.

À Alger, Omar Saâd éclaire les murs d'«Éclats de vie»

Samy Terki

À la galerie de l'avenue Pasteur, au cœur d'Alger, l'exposition Éclats de vie de l'artiste plasticien Omar Saâd attire chaque jour un public dense et varié. Prolongée jusqu'à la fin du mois en raison de son succès, cette rétrospective revient sur quarante années d'un parcours pictural libre, marqué par la lumière, la couleur et un attachement profond au patrimoine algérien.

Organisée par l'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, l'exposition propose une sélection de toiles aux formats et techniques multiples (acrylique, huile) dans lesquelles l'artiste autodidacte, actif depuis quatre décennies, explore des fragments de mémoire personnelle et collective. Le visiteur y croise la mer et les coquelicots de Bouzaréah, les ruelles de la Casbah, les plages de Bologhine ou encore l'Amirauté et l'architecture méditerranéenne du centre d'Alger. Des lieux intimes, traversés par le regard d'un peintre qui refuse toute assignation stylistique.

«Me spécialiser serait une entrave», affirme Omar Saâd, rencontré dans la galerie lors d'un échange spontané avec plusieurs visiteurs. «Je peins ce qui me plaît, ce qui me traverse. L'inspiration vient d'un souvenir, d'un regard, d'un instant. Je suis un électron libre», confie-t-il. La nature morte et les paysages (des prairies à perte de vue aux scènes sahariennes) y occupent une place centrale, révélant une maîtrise du contraste et un sens aigu du détail.

Né à la Casbah d'Alger, grandi à Bologhine, puis résident de longue date de Bouzaréah, Omar Saâd puise dans ses premières années une grande part de son imaginaire pictural. «À l'époque, Alger n'avait pas encore été défigurée par les constructions de masse. Il y avait des fermes, des fleurs sauvages, une vue dégagée sur la mer», se souvient-il. C'est cette ville disparue ou en voie d'effacement que le peintre s'attache à restituer, toile après toile.

L'autre pôle de son œuvre, c'est le Sud. Timimoun, Taghit, El Ménéa, autant de territoires que l'artiste dit visiter au moins deux fois par an, inlassablement. «Le Sahara est mon plus grand amour», affirme-t-il, évoquant une lumière, des formes et des visages qui nourrissent sa création.

Au-delà du geste esthétique, Omar Saâd revendique une démarche sensible et accessible. «En ces temps difficiles, si mes tableaux peuvent redonner un peu d'espoir, alors j'ai atteint mon objectif», glisse-t-il. Sans artifice ni surenchère, l'artiste invite à la contemplation d'un pays dans toute sa diversité, naturelle, architecturale, humaine.

S. T.

16

Alger 29°
Ouargla 30°
Oran 29°
Constantine 30°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:33	12:57	16:20	18:57	20:22

MISE À JOUR DE LA LIGUE 1 MOBILIS : COUP D'ARRÊT POUR LE LEADER

Le leader de la Ligue 1 Mobilis, le Mouloudia d'Alger, a eu un coup d'arrêt à Béjaïa, hier, après avoir été battu par l'Olympique Akbou sur le score de (1/0) au stade de l'Unité maghrébine. L'unique but de la partie a été l'œuvre d'Askar, entré en cours de jeu, sur penalty après un coup d'Abdelaoui sur le jeune Gherbi. Le capitaine du Mouloudia a failli faire dévier le match de son cours, en demandant à ses coéquipiers de sortir pour protester contre la décision du gardien Ghorbal de désigner le point de penalty. Il sera ensuite expulsé par ce dernier, suite à un choc avec un joueur akboucien. Le «Doyen » et, malgré cette défaite, la deuxième de la saison, garde toujours son fauteuil de leader, tandis que l'OA a réussi son premier succès après quatre mois et neuf matchs sans la moindre victoire. À noter le grand déplacement des supporteurs du Mouloudia, qui étaient environ 6000 fans à prendre leurs places tôt dans les travées du stade de l'Unité maghrébine, puisqu'ils étaient là à 8 heures du matin, alors que la direction du stade avait prévu de débuter la vente des billets à 9 h et d'ouvrir les portes du stade aux fans à 12 h 30, ce qui prouve encore une fois que les « Chanouas » restent une marque de fabrique et des fans hors du commun en Algérie.

Marouane A.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 16 AVRIL 2025 // N°1053 //PRIX 20 DA

ABSENCE DE BARIDIMOB ET DE ECCP SUR GOOGLE PLAY

Algérie Poste met en garde contre les applications frauduleuses

Les usagers des services numériques d'Algérie poste ont été surpris, hier, par la disparition des applications mobiles BaridiMob et ECCP de la plateforme Google Play. Leur absence temporaire sur Google Play a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux. Ce qui n'a pas manqué de faire réagir Algérie Poste. Dans un communiqué diffusé hier, Algérie Poste a confirmé le retrait temporaire des deux applications de Google Play, en expliquant que le dysfonctionnement ne provient pas de ses propres systèmes.

« Nos équipes techniques sont pleinement mobilisées et travaillent sans relâche pour rétablir l'accès aux deux applications dans les plus brefs délais », a précisé Algérie Poste. L'entreprise publique a par ailleurs appelé ses clients à la vigilance et mis en garde des conséquences du téléchargement de versions non officielles des dites applications, qui pourraient représenter un danger pour la confidentialité des informations personnelles et financières. « Nous invitons nos clients à ne faire confiance qu'aux sources officielles, notamment notre site web, pour toute mise à jour ou téléchargement », rappelle le communiqué. Algérie Poste a mis à disposition des utilisateurs un lien sécurisé, accessible via son site internet officiel, pour télécharger directement les deux applications, le temps qu'elles soient de nouveau disponibles sur la plateforme de Google. Il y a lieu de préciser que l'application BaridiMob est utile pour la gestion des comptes CCP, les virements, la consultation de solde ou encore le paiement de factures. Quant à ECCP, elle permet un accès simplifié aux extraits de compte et à diverses opérations courantes.

M.Ka

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU SPÉCIALISÉ DANS LA MIGRATION CLANDESTINE À TIPASA

Les services de la police judiciaire de Damous, à l'ouest de Tipasa, ont procédé au démantèlement d'un réseau spécialisé dans la migration clandestine, rapporte mardi un communiqué de la Sûreté de wilaya. Le communiqué explique que les services de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Damous ont pu, au cours de cette semaine, mener une opération de terrain qui a permis l'arrestation de cinq personnes, dont un trafiquant de drogue recherché par la justice, à bord d'un taxi en provenance d'une des wilayas de l'Ouest, pour tenter d'émigrer clandestinement par voie maritime. Le communiqué ajoute que cette opération s'est soldée par la saisie de sommes d'argent en monnaie nationale et étrangère et d'un bateau de pêche équipé d'un moteur et d'une quantité de carburant. Cette opération a été menée sur la base d'informations faisant état de l'existence d'un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de sorties clandestines en mer à partir des plages de Damous, à l'ouest de Tipaza, et actif sur les réseaux sociaux pour attirer des candidats à l'immigration clandestine. Les suspects arrêtés ont été présentés aux autorités judiciaires sous les chefs d'inculpation d'"organisation de traversées clandestines en bateau et de tentative de sortie illégale du territoire national".

LA BDL ANNONCE UNE HAUSSE DES FINANCEMENTS

Les financements accordés par la Banque de développement local (BDL) ont atteint 1 300 mds Da en 2024, soit une hausse de près de 100 mds Da par rapport à l'année précédente, a révélé mardi le directeur général par intérim de la banque, Mohamed Mebarek. S'exprimant sur les ondes de la Radio Algérienne, M. Mebarek a fait savoir que la banque, activant principalement dans le financement des petites et moyennes entreprises (PME) de différents secteurs, ambitionne, au titre de l'année 2025, d'"accorder davantage de financements et de dépasser le seuil de 100 mds Da de financements supplémentaires". En réponse à une question concernant l'ouverture du capital de la banque par l'introduction de ses actions en Bourse, le même responsable a affirmé que cette opération avait permis de porter le capital de 103,2 mds Da à 147,4 mds Da, ce qui signifie, a-t-il dit, "une augmentation de la valeur de la banque et de sa capacité de financement". Il a également indiqué que l'entrée en Bourse de la banque confère davantage de transparence à ses activités, à travers la publication des bilans financiers semestriels, et contribue à améliorer l'image de la banque auprès des investisseurs en termes de gestion et de gouvernance, soulignant que son introduction en Bourse "reflète la confiance des citoyens et des opérateurs économiques dans le système bancaire algérien". M. Mebarek a, en outre, estimé que cette dynamique contribue à capter les fonds circulant hors du circuit bancaire, en vue de stimuler l'économie nationale et de lutter contre l'économie parallèle.

NADIR LARBAOUI :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A INSTAURÉ UNE VISION STRATÉGIQUE MULTIDIMENSIONNELLE

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a affirmé, mardi, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait instauré une vision stratégique multidimensionnelle en matière de développement reposant sur la transformation économique, la justice sociale et le développement durable. Cette vision "s'inscrit dans le cadre du programme de réformes global et ambitieux porté par le président de la République pour la concrétisation des grands projets structurants et le soutien à l'investissement et à l'économie génératrice de richesse", a précisé le Premier ministre dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation de M. Mohamed Boukhari à la tête du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), en remplacement de Mme Rabéa Kharfi. Une vision, a-t-il encore souligné, basée sur "la valorisation de la production nationale, la promotion des exportations et la poursuite du processus de transition vers une économie fondée sur la connaissance, l'innovation et la numérisation, avec la préservation du caractère social de l'État". "Cette vision stratégique profonde et inclusive requiert la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs, y compris le Conseil national économique, social et environnemental en tant que plateforme fédératrice dédiée au débat scientifique, au dialogue, à la réflexion collective et à la formulation de propositions constructives", a soutenu M. Larbaoui.

COMMUNICATION

MEZIANE À L'ÉCOUTE DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, donnera, jeudi à Oran, le coup d'envoi des rencontres régionales destinées aux journalistes et aux professionnels des médias, ainsi qu'aux différents acteurs du secteur de la communication pour un échange d'idées sur les perspectives et les défis auxquels sont confrontés les professionnels des médias, indique mardi un communiqué du ministère. "Cette rencontre, la première du genre, qui va permettre l'ouverture d'espaces de débats et de discussions avec les membres de la famille de la presse nationale et de la communication, sera suivie par d'autres rencontres à l'est, au sud et au centre du pays", précise la même source.